

Une « Révolution civile des Affaires Militaires » ? La « Transformation » entre volonté idéologique et rivalités institutionnelles.

Par Stéphane TAILLAT

Stéphane Taillat est agrégé d'Histoire et titulaire d'un Master 2 en Relations et Sécurité Internationales de l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse. Officier dans la Réserve Opérationnelle de l'Armée de Terre française

La « Révolution dans les Affaires Militaires » (RMA) est un débat aux origines complexes et aux contours imprécis²⁷¹, dont l'apogée correspond à sa généralisation dans la vision stratégique du *Department of Defense* (DoD)²⁷², du *Chairman* du Comité des Chefs d'Etat-major²⁷³ et dans les « visions » prospectives des *Services* au cours de la

²⁷¹ Voir par exemple Michaël O'Hanlon *Technological Change and The Future of Warfare*, Brookings Institution, 2000, Alvin et Heidi Toffler, *Guerre et contre guerre. Survivre à l'aube du XXIème siècle*, Paris, Fayard, 1994. Eliot Cohen « A revolution in Warfare », *Foreign Affairs* n°75, mars-avril 1996, pp. 37 à 54. Colin S. Gray, *Recognizing and Understanding Revolutionary Change in Warfare: the sovereignty of context*, Carlisle Barracks, Pa.; Strategic Studies Institute, février 2006 entre autres titres. Pour une tentative de mise en ordre, lire Bruno Tertrais « Faut-il croire à la « révolution dans les affaires militaires » ? », *Politique Etrangère*, vol. 63; n°3, pp. 611 à 629 et Etienne de Durand, « Révolution dans les Affaires Militaires. Révolution ou Transformation ? », *Hérodote*, n° 109, 2^{ème} trimestre 2003, pp. 57 à 70. Plus récemment, Christophe Wasinski, « Créer une Révolution dans les Affaires Militaires: mode d'emploi », *Cultures et Conflits*, n°64, hiver 2006, pp. 149 à 164 insiste sur la construction discursive et bureaucratique de la RMA.

²⁷² Department of Defense, *Bottom-Up Review*, octobre 1993, section V Modernization, *Quadrennial Defense Review*, mai1997, section VII Transforming US Forces for the Future. A noter toutefois que la RMA n'apparaît pas dans le *Joint Publication 1-02 Department of Defense Dictionary of Military and Associated Terms*, version amendée le 1^{er} avril 2007!

décennie 1990²⁷⁴. Sa première inclusion dans un document de politique stratégique, la *National Security Strategy* (NSS) de septembre 2002, se double d'une mutation lexicale: la « Révolution » est devenu la « Transformation »²⁷⁵.

Au-delà de ce déplacement de vocabulaire, l'adéquation entre l'impératif transformationnel et le paradigme stratégique porté par la nouvelle Administration²⁷⁶ est l'une des explications de l'appropriation du débat par l'échelon politique. Il convient donc de reconstituer sociologiquement le processus ayant conduit à cette acculturation, en mettant en lumière les traits historiques et culturels liant RMA et « néoconservatisme » mais aussi le rôle des réseaux d'acteurs impliqués et les interactions complexes entre les hommes, les idées, les institutions et le contexte.

Structurellement toutefois, cet acte politique, quelle qu'en soit la charge idéologique, participe également à la tentative de restauration de l'autorité civile sur les militaires en ce qui concerne non seulement les modalités de l'usage de la force, mais la pertinence de celui-ci. Ce point est d'autant plus important que la « Transformation » est sérieusement remise en cause, non

²⁷³ Documents *Joint Vision 2020* puis *Joint Vision 2020* du Président du Comité des Chefs d'Etat-major (CJCS)

²⁷⁴ Documents doctrinaux *Army Vision 2010*, « *From the Sea...* » et « *Forward...from the Sea* », *Air Force 2025*, *Coast Guard 2020*. Toutefois, la mise en forme doctrinale n'est pas encore effective dans les différents Services, les « visions » restant encore considérées comme « abstraites » et peu reliées aux Doctrines et entraînements.

²⁷⁵ « *To support preemptive options we will (...) continue to transform our military forces to ensure our ability to conduct rapid and precise operations to achieve decisive results* » Georges W Bush, *The National Security Strategy of United States*, Washington, DC : Government Printing Office, septembre 2002, Titre V, p. 16, et en tant que stratégie Titre IX p. 29.

²⁷⁶ Charles-Philippe David, *Au sein de la Maison Blanche: la formulation de la politique étrangère des Etats-Unis*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2^{ème} édition, 2004. Du même *La politique étrangère de Bush: formulation et décision*, Institut Français de Relations Internationales, documents de travail, n°6, février 2005. Bernard Sionneau « Réseaux conservateurs et la nouvelle doctrine américaine de sécurité », *Annuaire Français des Relations Internationales*, vol.4, 2003, pp. 498 à 531. Etienne de Durand, « Le 'nouveau paradigme stratégique' républicain », *Revue française d'Etudes Américaines*, n°90, octobre 2001, pp. 95 à 114.

seulement dans la *Quadrennial Defense Review*²⁷⁷ (QDR) de 2006, mais également dans la Stratégie Nationale de Sécurité du deuxième mandat de George W. Bush²⁷⁸. Nous postulons ainsi que la « frilosité » de la QDR 06 au regard des objectifs ambitieux de 2001 trouve son explication dans la nature des relations civilo-militaires. Celles-ci sont particulièrement soulignées dans les intérêts bureaucratiques des *Services* ainsi que dans le jeu institutionnel propre au système politique américain.

Ainsi, nous nous proposons de situer la « Transformation » au confluent de deux tendances dans la définition de la sécurité nationale aux Etats-Unis. Une inflexion de la politique étrangère vers le pôle de la *primacy* sous l'influence des « néoconservateurs », reprenant car les mythifiant certains thèmes de l'ère Reagan ou même de la « guerre froide ». Une tendance plus lourde vers la « militarisation » de la politique de sécurité, sensible depuis fin de la guerre du Viêt-Nam, et à laquelle la politique du Secrétaire à la Défense D. Rumsfeld tente de mettre un terme.

Analyser ces deux phénomènes nécessite un cadre théorique combinant deux approches. Ce choix résulte autant de la nécessité de sortir de l'indétermination causée par la prolixité des facteurs observables empiriquement que de l'objet de cet article visant à restituer sociologiquement les processus.

La « Transformation » et la RMA peuvent être considérées comme deux discours prétendant décrire une réalité objective sous la forme d'une évolution historique et en déduire un impératif pour la sécurité nationale des Etats-Unis. En d'autres termes, le cadre constructiviste des Relations

²⁷⁷ La QDR 2006 insiste davantage sur le rôle nécessaire des forces terrestres que sur la primauté stratégique de l'*Air Power*. De plus, les réductions attendues concernant les programmes d'acquisition des *legacy systems* (les programmes comme le F-22 ou le JSF/F-35) n'ont pas eu lieu, obérant du même coup l'ampleur de cette « Transformation ». En revanche, sa principale contribution consiste dans la définition de 4 « environnements stratégiques » envisagés selon leur probabilité et selon la vulnérabilité des Etats-Unis : Traditionnel, Irrégulier, Catastrophique, Disruptif. Voir Department of Defense, *National Defense Strategy*, mars 2005, pp. 2 à 4 et *Quadrennial Defense Review*, 6 février 2006, pp. 19 à 32.

²⁷⁸ La NSS 2006 ne prolonge pas les appréciations citées en note 5. Le titre IX reprend les conclusions de la QDR sur la lutte contre la prolifération des Armes de Destruction Massive (WMD/ADM) et sur la nécessité des *Special Operation Forces* (SOF).

Internationales fournit une grille de lecture pour comprendre les phénomènes étudiés. Rappelons que les constructivistes cherchent à comprendre le comportement des acteurs non en fonction d'une structure matérielle (comme la polarité) mais en fonction de normes constitutives et régulatrices. Cet accent mis sur la logique de «l'approprié» en lieu et place d'une logique rationnelle place les identités au cœur de cette approche. En effet, l'identité conditionne les intérêts et les comportements des acteurs, principalement les États²⁷⁹. Cependant ces normes ne sont pas distinctes des acteurs qui les modèlent par leurs interactions: elles sont socialement et intersubjectivement construites²⁸⁰. Pour les auteurs se réclamant du «constructivisme dominant» (*mainstream constructivism*), il s'agit d'étudier l'impact des normes sur le comportement des États ou sur la «maturation de l'anarchie internationale»²⁸¹. Alexander Wendt s'interroge ainsi sur le type de normes ainsi que sur leur degré et leur mode d'intériorisation par les acteurs pour mettre en lumière des modèles relationnels (amis/ennemis/rivaux) et des sociétés internationales. Dans ce dernier cas, les normes sont la variable permettant d'expliquer les changements d'identités, bien que celles-ci soient relativement stables du fait des «*des tendances homéostatiques naturelles*» de la culture²⁸² mais aussi de pratiques stables²⁸³.

Les constructivistes critiques récusent l'approche du courant dominant sur plusieurs points qui nous paraissent pertinents. En premier lieu, l'insistance sur le seul champ externe des relations internationales dans la

²⁷⁹ Ronald L. Jepperson, Alexander Wendt et Peter J. Katzenstein, «Norms, identity and Culture in National Security» dans Peter J. Katzenstein (dir.), *The Culture of National Security. Norms and Identity in World Politics*, New-York: Columbia University Press, 1996, page 60.

²⁸⁰ On parle de «co-constitution» entre cette structure normative et les Acteurs. Martha Finnemore, *National Interest in International Society*, Ithaca, NY: Cornell University Press, 1996, page 2.

²⁸¹ Alexander Wendt, *Social Theory of International Politics*, Cambridge: Cambridge University Press, 1999. Pour une variante, Barry Buzan, *The United States and the Great Powers. World Politics in the 21st Century*, Cambridge: Polity Press, 2004.

²⁸² *Ibid*, page 315.

²⁸³ *Ibid*, page 54.

détermination des identités. En second lieu, l'accent excessif mis sur la structure normative et culturelle en tant que facteur causal²⁸⁴. Surtout on ne s'intéresse pas à la constitution des identités qui finissent par être considérées comme des données naturels réifiés. Enfin, les identités sont figées par leurs rapports à des normes certes socialement construites mais dépendant de pratiques stables. La vision de sociétés internationales successives montre juste le passage d'une identité clairement définie à une autre. On pourrait ajouter que la construction intersubjective de la «réalité» est un phénomène considéré comme neutre car procédant des interactions entre les acteurs. Les constructivistes critiques considèrent au contraire que les identités sont fragiles et fluctuantes et résultent «d'un processus de négociation entre gens et entre groupes d'intérêt»²⁸⁵ dans un cadre national ou transnational liant les champs externes et internes²⁸⁶. Il ne s'agit en rien d'un phénomène neutre mais bien d'un reflet de relations de pouvoir²⁸⁷. Il faut donc restituer le processus de production et de reproduction des identités, des intérêts et des comportements. Ce processus dépend essentiellement de pratiques sociales et discursives agissant à travers un imaginaire social. Ainsi, les politiques se légitiment par les identités et ces dernières sont reproduites par les discours et les actes des dirigeants ou des groupes dominants. Jutta Weldes envisage ainsi de comprendre la politique américaine lors de la crise de Cuba de 1962 par l'adéquation entre l'identité de *leader* du «monde libre» et de l'hémisphère occidental, identité créée par la gestion de la «guerre froide», et la perception de la menace qui en découle, destinée tout autant à mobiliser les esprits qu'à faire taire toute opinion

²⁸⁴ Sur ce désir de rester dans le cadre de la «science normale», lire Ronald L. Jepperson, Alexander Wendt et Peter J. Katzenstein, «Norms, identity and Culture in National Security», *art. cit.*, page 52.

²⁸⁵ Bill McSweeney, *Security, Identity and Interests. A Sociology of International Relations*, Cambridge: Cambridge University Press, 1999, page 73.

²⁸⁶ Sur cette critique, lire Didier Bigo, «L'Europe de la Sécurité intérieure: penser autrement la sécurité», dans Anne-Marie Le Gloannec, *Entre union et nations. L'Etat en Europe*, Paris: Presses de Sciences-Po, 1998, pages 91 à 138.

²⁸⁷ Jutta Weldes, Michaël Laffey, Henry Gusterson et Roger Duvall, «Introduction: Constructing Insecurity», dans Jutta Weldes, Michaël Laffey, Henry Gusterson et Roger Duvall (dir.), *Cultures of Insecurity: States, Communities and the Production of Danger*, Minneapolis et Londres: University of Minnesota Press, 1999, page 13.

divergente²⁸⁸. Pour les constructivistes critiques, les théories explicatives participent à la définition des identités, d'où la posture réflexiviste de la plupart d'entre eux. Cependant, ils rejettent le paradigme postmoderniste de la «textualité» du monde²⁸⁹. Les facteurs matériels jouent donc un rôle important. Enfin, l'incommensurabilité des paradigmes, chère aux constructivistes, se limite ici à reconnaître les objectifs et les démarches différentes du positivisme et de ses contradicteurs dans les sciences humaines et sociales. Dans cette optique, la RMA est donc le produit de conflits et de négociations entre des groupes, notamment idéologiques, tout autant qu'elle participe de la reproduction d'éléments de sécurité et d'identité nationales directement issus de la «guerre froide» et d'une perception particulière de l'environnement des Etats-Unis.

Toutefois, les discours produisant l'identité nationale par les politiques de sécurité ne sauraient s'appuyer uniquement sur le langage et les thèmes de la RMA. Les décideurs politiques et militaires ne sont en effet pas isolés des conditions institutionnelles présidant à la formulation de ces discours. Il faut donc prendre en compte les différents facteurs empiriques par une théorie moyenne permettant de les articuler. Le néo-institutionnalisme considère ainsi les institutions comme la variable indépendante de la formulation des politiques publiques. Loin de se focaliser sur les seuls besoins fonctionnels des institutions, cette approche considère ces dernières à l'aune de différents facteurs. En tant que cadres culturels et normatifs, les organisations modifient les perceptions et les comportements des individus qui les composent²⁹⁰. En retour, les acteurs individuels

²⁸⁸ Jutta Weldes, «Constructing National Interest», *European Journal of International Relations*, volume 2, n°3, 1996, pages 275 à 218.

²⁸⁹ Tout en l'admettant comme un bon point de départ, la plupart des constructivistes critiques considèrent la vision de la sécurité comme «acte de langage» définie par Ole Waever comme insuffisamment sociologique. Sur ce point comme sur la problématique de la subjectivité, lire Alex McLeod, «Les études de sécurité: du constructivisme dominant au constructivisme critique», *cultures et conflits*, numéro 54, février 2004, pages 13 à 51 et Alex MacLeod, Isabelle Masson et David Morin, «Identité nationale, sécurité et théorie des relations internationales», *Etudes Internationales*, volume 35, n°1, mars 2004, pages 7 à 24. La conception de Ole Waever est exposée dans Barry Buzan, Ole Waever et Jaap de Wilde, *Security: a New Framework for Analysis*, Londres et Boulder, CO: Lynne Rienner Publisher, 1998.

²⁹⁰ Elizabeth Kier, «Culture and Military Doctrine. France between the Wars», *International Security*, volume 19, n°4, printemps 1995.

interprètent leur environnement par et pour les institutions. Ces dernières médiatisent donc les interactions complexes entre les facteurs structurels (essence de l'organisation, normes constitutives et régulatrices, configuration institutionnelle²⁹¹) et les acteurs (formation de coalitions, de réseaux²⁹²).

Au-delà, le néo-institutionnalisme insiste sur le rôle de l'environnement pour expliquer les stratégies organisationnelles et les convergences entre les différentes institutions. Les mécanismes d'isomorphisme sont particulièrement analysés par Paul DiMaggio et Walter Powell: analysant le «*processus contraignant forçant une unité de la population étudiée à ressembler à d'autres unités faisant face aux mêmes conditions environnementales*²⁹³», ils montrent que les institutions s'adaptent les unes par rapport aux autres selon trois grandes modalités. L'isomorphisme coercitif intervient «*sous la forme de pressions formelles et informelles exercées par les organisations dont elles (les institutions militaires) dépendent et (...) les attentes culturelles des sociétés dans lesquelles les institutions fonctionnent*²⁹⁴». L'isomorphisme mimétique intervient principalement «*lorsque l'environnement crée une incertitude symbolique*²⁹⁵», c'est-à-dire lorsque les buts politiques sont mal compris (ou difficilement compréhensibles) et donc que le rapport entre les fins et les moyens apparaît obscur. En réaction, les organisations ont tendance à «*copier des pratiques d'une autre organisation lorsqu'elles sont perçues comme couronnées de succès*²⁹⁶». En effet, face à des problèmes semblables, la diversité des

²⁹¹ Pascal Venesson, «Institutions and Airpower: the Making of the French Air Force», *Journal of Strategic Studies*, volume 18, n°1, mars 1995, pages 36 à 67.

²⁹² Kimberly Zisk, *Engaging the Enemy: Organization Theory and Soviet Military Innovation. 1955-1991*, Princeton, NJ: Princeton University Press, 1993.

²⁹³ Paul J DiMaggio et Walter M Powell, «The Iron Cage Revisited: Institutional Isomorphism and Collective Rationality», in Paul DiMaggio et Walter M Powell (eds.), *The New Institutionalists and Organizational Analysis*, Chicago et Londres: University of Chicago Press, 1991, page 65.

²⁹⁴ Paul J. DiMaggio et Walter M. Powell, «The Iron Cage», *op.cit.*, page 67.

²⁹⁵ *Ibid.*, page 69.

²⁹⁶ *Ibid.*, page 75.

pratiques est fréquemment vécue comme une contrainte inutile du fait de la proximité des *Services*, tant dans leurs missions, leurs procédures ou leurs liens structurels. Le processus de diffusion peut être inconscient, une organisation étant perçue comme exemplaire, ou intentionnel, l'appel à des experts ou à des consultants extérieurs permettant de combler l'écart performatif. Enfin, l'isomorphisme normatif est généré par la professionnalisation des forces armées et la naissance de réseaux professionnels dépassant les frontières organisationnelles. Ainsi, tant par la formation de normes et de repères cognitifs communs que par la « *croissance et l'élaboration de réseaux professionnels qui dépassent les organisations*²⁹⁷ », les nouveaux modèles peuvent se diffuser rapidement. La RMA est donc définie au sein d'un réseau d'interactions complexes mettant en scène l'ensemble des acteurs de la sécurité selon des modalités diverses. Bien plus, elle est un des enjeux entre ces protagonistes.

Deux articulations sont ainsi possibles. La première insiste sur la « Transformation » comme discours performatif au service de groupes idéologiques et partisans. En retour la conjonction des idées néoconservatrices et des thèses des défenseurs de la RMA génère une hégémonie croissante de ce discours dans les politiques et les analyses de sécurité aux Etats-Unis, à tel point d'en faire un élément prégnant de « l'imaginaire sécuritaire » américain. Pour restituer cette conjonction et situer les acteurs dans leur cadre institutionnel, il est néanmoins nécessaire de considérer l'ensemble des groupes en jeu (organisations militaires, administrations publiques, *think tanks*) et leurs interactions dans la perspective d'un isomorphisme normatif.

En second lieu, la RMA s'inscrit dans les inflexions des relations civilo-militaires concernant la définition de l'usage de la force. Reconstituer le cadre de ces relations passe par l'examen de multiples facteurs comme la culture organisationnelle de chaque *service* ou la configuration institutionnelle propre à la définition des politiques d'acquisition ou à la production doctrinale afin de saisir le rôle que la RMA peut y jouer. Toutefois, si les intérêts et les identités des militaires comme des décideurs civils se constituent à travers les institutions, ils ne sont en rien stables. L'analyse de la formation de la configuration des relations civilo-militaire

²⁹⁷ *Ibid.*, page 71.

mais aussi de la genèse des préférences des organisations pour la RMA est donc nécessaire.

Sans négliger les évolutions externes, nous étudierons la «Transformation» successivement sous l'angle de l'inflexion de la politique étrangère américaine promise et initiée par l'Administration Bush (*Une Révolution idéologique?*), puis en insistant davantage sur les relations civilo-militaires dans la formulation et la mise en œuvre des impératifs stratégiques en rapport avec le RMA jusque sous «l'ère Rumsfeld» (*Les militaires et la «Transformation»: entre rivalités et contestation*)²⁹⁸.

Une Révolution idéologique?

Les discours de la RMA et ceux des conservateurs et néoconservateurs partagent de nombreux points communs. Ils s'appuient sur des rémanences de la «guerre froide» et relisent notamment le terme de celle-ci comme le résultat de la politique étrangère menée par l'Administration Reagan. Elucider ces recoupements nécessite de s'interroger sur les interactions entre le discours des partisans de la RMA et la montée en puissance des thèses néoconservatrices en matière de sécurité, de Défense et de technologie. Il semble bien que les thèmes de la RMA s'intègrent dans le cadre idéologique des tenants de la «révolution conservatrice», c'est-à-dire leur vision stratégique et leur relecture de l'Histoire, mais aussi dans les dominantes de la culture stratégique américaine, caractérisée par la volonté de victoire rapide et décisive, obtenues en partie par la supériorité

²⁹⁸ A noter que ces deux approches se retrouvent souvent séparées dans les analyses des spécialistes français, à l'exception peut-être de Etienne de Durand (et encore séquentiellement). Peut-être cela trouve-t-il son explication dans le biais français tendant à voir l'opposition entre civils et militaires soit au profit des civils (si on insiste sur les modèles «démocratiques» des relations civilo-militaires), soit au profit des militaires (si l'on axe la réflexion sur le rejet des thèses néoconservatrices). Voir Pierre Hassner «Etats-Unis: civils belliqueux et militaires réticents», *Critique Internationale*, n°21, octobre 2003, pp. 6 à 16, Bernard Sionneau, «Réseaux conservateurs et nouvelle doctrine américaine de sécurité», *op. cit.*, Christophe Wasinski, «Créer une révolution dans les affaires militaires: mode d'emploi», *op. cit.*, Bruno Tertrais, «Faut-il croire à la «Révolution dans les Affaires Militaires», *op. cit.*, Etienne de Durand, «L'armée américaine, la république impériale et les soldats», *Hérodote*, n° 116, 1^{er} trimestre 2005, pp. 22 à 43, du même «Révolution dans les Affaires Militaires: Révolution ou Transformation?», *op. cit.*, «le nouveau 'paradigme stratégique républicain'», *op. cit.*

technologique et/ou industrielle. En retour, ce cadre évolue sous la pression des évolutions technologiques et doctrinales comme de l'interprétation qui en est donnée. Il convient ainsi d'étudier les préférences stratégiques de l'Administration Bush au regard de la RMA, puis de reconstituer la genèse mutuelle du néoconservatisme et de la « Révolution dans les Affaires militaires » avant de s'interroger sur la signification et la portée de la « Transformation Rumsfeldienne ».

Les préférences stratégiques républicaines et néoconservatrices et la RMA

Le cœur de la stratégie de sécurité de l'Administration Bush en 2002 repose sur la distinction entre la diplomatie coercitive (*coercion*) et l'usage de la force de manière préventive (*preemption*)²⁹⁹. Ce « spectre » de politique étrangère recoupe en fait les 4 objectifs définis dans la QDR de 2001, à savoir l'appui aux alliés, la prévention de l'émergence de tout futur compétiteur, la dissuasion vis-à-vis de toute menace et la guerre totale en cas d'échec de la dissuasion³⁰⁰. Au cœur de la NSS toutefois, les recommandations du DoD sont inclinées à accentuer l'idée de dissuasion, notamment autour de la probabilité présentée comme menaçante des Armes de Destruction Massive (ADM)³⁰¹.

Or, le souci concernant les ADM semble bien au cœur des préoccupations stratégiques de la Maison Blanche, comme en témoigne d'ailleurs la permanence centrale de ce thème dans les documents de 2005-2006³⁰². Il

²⁹⁹ Sur le problème de la *preemption*, lire notamment François Heisbourg « A Work in Progress: The Bush Doctrine and Its Consequences », *The Washington Quarterly*, vol. 26, n°2; printemps 2003, pp. 75 à 88, ou encore Charles-Philippe David, *La Guerre et la Paix. Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, Paris, Presses de la Fondation Nationale de Sciences Politiques, 2^{ème} édition, 2006, p. 27.

³⁰⁰ Department of Defense, *Report on Quadrennial Defense Review*, 30 septembre 2001, p. 11. Ce point est prolongé dans la *National Defense Strategy* de mars 2005 et la QDR de février 2006 par le spectre *dissuade, deter, swiftly defeat* et *Win decisively*.

³⁰¹ Ce point occupe tout le titre V de la NSS. George W. Bush, *National Security Strategy*, *op. cit.* pp. 13 à 17.

³⁰² C'est l'un des 5 objectifs de la QDR de 2006 dans un environnement « catastrophique », c'est-à-dire à la probabilité élevée et pour lequel les Etats-Unis resteraient extrêmement vulnérables.

convient ainsi de s'interroger sur les motivations sous-tendant cette invocation car elle demeure la justification principale d'une *National Missile Defense* et du revirement de la *Nuclear Posture Review*. La référence principale en semble bien l'Initiative Stratégique de Défense (IDS/SDI), projet bientôt surnommé la «Guerre des Etoiles»; annoncée par le président Ronald Reagan en 1983. Il s'agissait alors de mettre fin aux incertitudes de la doctrine de destruction mutuelle assurée (MAD) en créant une défense antimissile à même de garantir l'intégrité et l'inviolabilité du territoire américain. Renversant le paradigme essentiel de la «guerre froide», cette politique violait par ailleurs les traités *Anti Ballistic Missile* (ABM) de 1972-1974 qui prévoyaient la persistance de «l'équilibre de la Terreur» comme meilleure garantie de la coopération entre les deux Grands. Cette préférence pour la politique du *Roll-Back* sur celle du *containment* est une des constantes de la pensée conservatrice durant la «Guerre Froide» comme en témoignent les pressions du *Committee on Present Danger* (CPD) créée en 1950 autour de Paul H. Nitze. Celui-ci, par une campagne audiovisuelle ambitieuse avait permis la rédaction de la directive 68 du *National Security Council* engageant les Etats-Unis dans un programme d'armement conventionnel, alors même que l'Administration Truman comptait sur la dissuasion nucléaire pour garantir la sécurité du Bloc Occidental. Cette posture idéologique ainsi que ces méthodes se retrouvent ainsi dans la sempiternelle dénonciation de supposés «fossés» (*gap*) entre les Etats-Unis et leurs adversaires (*bombers gap* dans les années 1950 et *missiles gap* au début de l'ère Kennedy). Mais ce sont surtout les conséquences supposées de l'annonce de R. Reagan qui parlent aux néoconservateurs, la plupart voyant dans l'IDS une des raisons principales de l'ouverture de l'URSS sous Gorbatchev et donc de la «victoire» américaine. De plus, cette vision d'un environnement compétitif voire «disruptif» est parfaitement compatible avec les idées des partisans de la RMA: la technologie est présentée comme une nouvelle course aux armements dans laquelle la prééminence et la supériorité américaines doivent être préservées de manière unilatérale. En témoigne le départ des Etats-Unis du traité ABM en juin 2002. Tandis que la reproduction de ce discours environnemental informe jusqu'aux réflexions portant sur l'innovation dans les institutions militaires³⁰³. Il paraît donc bien que les

³⁰³ La thématique du «*innovate or die*» est particulièrement présente dans les théories sociologiques tentant de rendre compte des processus d'innovation dans des organisations perçues comme fondamentalement immobiles et conservatrices, telles que le néo-

revendications renouvelées concernant une défense antimissile dans les années 1990³⁰⁴ à la faveur de la victoire républicaine aux élections de mi-mandat de 1994 sont à inscrire dans une logique inspirée de celle de Reagan servant à la fois de politique de communication et de justification à un projet plus vaste.

En effet, le projet défendu par D. Rumsfeld, avant comme à partir de 2001, repose sur l'idée que ce qui était un rêve coûteux (plusieurs dizaines de milliards de \$) est désormais possible grâce aux technologies arrivées à maturité concernant aussi bien la transmission de l'information, la précision ou les armes à énergie dirigée. Ainsi, aux dispositifs basés au sol (actuellement en Alaska face à la menace nord-coréenne), il serait possible d'ajouter des défenses *sea-based* et surtout *space-based*, permettant ainsi une défense « multicouches » et à même, selon ses promoteurs, de détruire un projectile à tout moment de sa course (au départ, en position orbitale, ou lors de sa retombée)³⁰⁵. De fait toutefois, c'est la capacité à détruire les missiles dans l'espace qui semble privilégiée, pour des raisons de sûreté mais aussi du fait de considérations idéologiques. En effet, la « domination des communs³⁰⁶ » (l'Espace étant considéré alors comme la haute mer et donc en

institutionnalisme. Lire par exemple, John A. Nagl, *Learning to eat soup with knife. Counterinsurgency lessons from Malaya and Vietnam*, Chicago: Chicago University Press, 2^{ème} édition, 2005 (2002) sur l'adoption des procédures irrégulières, ou Terry Terriff, « 'Innovate or Die': Organizational Culture and the Origin of Maneuver Warfare in the US Marine Corps », *Journal of Strategic Studies*, volume 29, n°3, juin 2006, pages 475 à 503.

³⁰⁴ Portées entre autres par D. Rumsfeld en tant que président de la commission d'évaluation des menaces balistiques de 1998, dénonçant la Chine, la Corée du Nord, l'Iran et l'Irak comme des menaces potentielles. Le tir d'un missile Nord Coréen quelques semaines plus tard s'ajouta à ce rapport pour pousser l'Administration Clinton à amorcer la NMD.

³⁰⁵ Le site de la *Missile Defense Agency* (MDA), ayant remplacé la *Ballistic Missile Defense Organization* (BMDO) le 2 janvier 2002, fournit de nombreuses données techniques et schémas. (<http://www.mda.mil/mdalink/html/mdalink.html>). Pour une lecture de la littérature dédiée à la Défense Antimissile spatiale, lire Steven Lambakis « Missile Defense From Space », *Policy Review*, n°141, février-mars 2007. Steven Lambakis appartient au *think tank* néoconservateur *Center For Security Policy* justement spécialisé dans la stratégie spatiale.

³⁰⁶ Voir Barry Posen, « Commands of the Commons: The Military Foundations of US Hegemony », *International Security*, vol. 28, n°1, printemps 2003, pp. 5 à 46, particulièrement pp. 7 à 9.

théorie à la fois neutre et vital pour les intérêts stratégiques américains) se conjugue avec le sentiment exceptionnaliste pour modifier la politique spatiale des Etats-Unis. En effet, le rapport Rumsfeld sur l'évaluation de la gestion spatiale de la sécurité nationale des Etats-Unis, rendu en janvier 2001, insiste sur le caractère crucial de ce domaine, à la fois dans l'optique de la défense du territoire (les satellites américains, civils ou militaires, étant vitaux et vulnérables, il faut craindre un « Pearl Harbor spatial³⁰⁷ ») que dans celui de la prévention de tout compétiteur ou de la défense antimissile. Confirmée dans la *National Space Policy* (NSP) du 6 octobre 2006, document remplaçant celui de l'Administration Clinton (1996), cette vision doit être comprise comme une modification majeure du paradigme stratégique américain concernant « l'arsenalisation » de l'Espace³⁰⁸. En effet, la position traditionnelle a consisté à insister sur la « sanctuarisation » de l'Espace afin de garantir sa neutralisation et le maintien des capacités satellitaires vitales³⁰⁹. Le rapport Rumsfeld ainsi que la NSP insistent sur deux autres postures: la *Space Force Application* consiste à utiliser l'Espace comme base de départ d'offensives ou de frappes terrestres, le *Space Control* insiste davantage sur la possibilité de combattre dans l'Espace afin de détruire les satellites adverses et d'assurer la supériorité militaire sur ce théâtre.

Complétant cette chaîne logique, le paradigme néoconservateur voit dans les promesses de la RMA concernant la précision et la vitesse de dissémination et de traitement de l'information une occasion d'assurer à la fois l'isolement géostratégique des Etats-Unis (perdu depuis la « guerre froide ») et la possibilité de frappes de longue portée (*Long-range Strikes* LRS). Ici, deux points doivent être mis en lumière. Tout d'abord, l'interaction entre

³⁰⁷ *Report of the Commission to Assess United States National Security Space Management and Organization*, Washington, DC, Government Printing Office, 11 janvier 2001, p. 22.

³⁰⁸ Comme le souligne Laurence Nardon, la militarisation de l'Espace désigne l'usage militaire actuel (celui des satellites) tandis que « l'arsenalisation » sous-entend la transformation de l'Espace en potentiel champ de bataille par l'introduction d'armes antisatellites ou de plates-formes STEW (*Space To Earth Weapons*). Laurence Nardon « L'arsenalisation de l'Espace : les projets américains », *note de l'IFRI*, décembre 2006, p.3.

³⁰⁹ Voir dès Eisenhower, le rapport du NSC intitulé *Statement of Preliminary Policy on Outer Space*, NSC 5814/1 du 18 août 1958. Sous Reagan, le Congrès interdit les tests d'asats (armes antisatellites) en orbite (1985 puis 1988).

la perception des évolutions technologiques, les buts idéologiques et le contexte international conduit à revaloriser la pertinence de l'action offensive. Il s'agit même là d'un des points clés de la NSS: la posture offensive et proactive de la *preemption*. Ainsi, la relecture de la guerre du Golfe comme l'avènement de l'ère de la précision³¹⁰ semble confirmer la possibilité de mener des guerres rapides et décisives qui seraient de plus politiquement peu coûteuses («zéro mort» et faiblesse des dégâts collatéraux). Par ailleurs, cette évolution conditionnerait en retour les opinions publiques à n'accepter comme légitimes que les actions offensives menées par ces moyens³¹¹. En retour se dessinerait une «guerre à deux vitesses» dans laquelle les actions «indiscriminées» (comme celles des ADM et du Terrorisme) seraient d'autant plus condamnables par contraste³¹². Quoi qu'il en soit de la réalité de ce changement normatif concernant la guerre juste ou injuste, le poids de ces promesses semble légitimer *a priori* la NSS lorsqu'elle affirme «*le but de nos actions sera toujours d'éliminer une menace spécifique aux Etats-Unis ou à nos alliés. Les raisons d'agir seront toujours claires, la force mesurée et la cause juste*»³¹³. En second lieu, cette insistance sur la «discrimination» promise par la technologie, et nécessaire tant opérationnellement que politiquement, n'est pas neuve. On peut en retracer la genèse dans les débats sur la *discriminate deterrence* contenus dans le rapport de John Iklé et Albert Wolhstetter en 1988. Celui-ci, animé par des groupes et des personnalités proches de l'Administration Reagan et des

³¹⁰ Caractérisée par la réduction de l'écart circulaire probable (ECP) et par la capacité à frapper à portée de sécurité (*stand-off*).

³¹¹ Le débat continue entre les partisans d'une ère «post-héroïque» comme Edward Luttwak, pour lesquels les opinions publiques répugneraient à toute offensive du fait de pertes possibles et ceux qui, tels Christopher Gelpi et Peter Feaver, pensent au contraire que c'est «le succès qui compte». Voir Edward Luttwak «Toward Post-heroic Warfare», *Foreign Affairs*, mai-juin 1995, Christopher Gelpi, Peter Feaver et Jason Reifler, «Success Matters: Casualty Sensitivity and The War in Iraq», *International Security*, vol. 30, n°3, pp. 7 à 46.

³¹² J. Marshall Beier, «Discriminating Taste: 'Smart' Bombs, Non-Combatants and Notions of Legitimacy in Warfare», *Security Dialogue*, vol.34 n°4, 2003 pp. 411 à 425

³¹³ George W. Bush, *National Security Strategy of United States*, *op. cit.* p. 16. Notons que le président reprend trois des conditions posées par la «Doctrine Powell» à l'usage de la force. Nous y reviendrons dans la seconde partie.

conservateurs, défendit l'idée selon laquelle il fallait pouvoir frapper le deuxième échelon soviétique par des frappes aériennes ou terrestres de longue portée en cas d'attaque de la part du Pacte de Varsovie³¹⁴. Ainsi, les Munitions à Guidage de Précision (MGP), dépendant en grande partie du contrôle de l'Espace, permettraient aux Etats-Unis de mener des frappes de longue portée sans mener aucune expédition outre-mer³¹⁵. Par conséquent, cette posture stratégique met en exergue l'unilatéralisme ainsi que l'instrumentalisation des alliances, lui préférant les coalitions de circonstances. A la vision manichéenne et paranoïaque du contexte stratégique, la technologie de la RMA ajouterait ainsi à la fois la certitude d'une sécurité absolue et celle du *Global Reach* nécessaire à l'hégémonie américaine. *In Fine*, la RMA est donc à la fois le couronnement, la condition *sine qua non* et l'enjeu central de cette vision militaro-stratégique.

Cette recherche de la supériorité militaire et stratégique (définie par exemple par l'école « du point haut »³¹⁶) s'explique ainsi par la vision d'un monde dans lequel la menace non identifiée (ou que l'on ne veut pas identifier) cède la place à une stratégie fondée sur les capacités et les missions (*capabilities-based*) et donc ultimement sur la technologie, en tant que réalité et en tant que discours. Cette tendance, peut-être présente en partie dans la culture stratégique américaine, est renforcée par le penchant conservateur et néoconservateur pour les *worst case scenarios* fondés sur

³¹⁴ Sur ce rapport et les liens entretenus avec le politologue Samuel Huntington, lire Bernard Sionneau « Réseaux conservateurs et la nouvelle doctrine américaine de sécurité », *op. cit.*, (6) p. 513, Christophe Wasinski « Comment construire une Révolution dans les Affaires Militaires : mode d'emploi », *op. cit.*

³¹⁵ Il faut ajouter aux MGP le projet de bombardier habité ou robotisé de longue distance censé succéder au B2. Initialement programmé pour 2037 (en 1999), le service des acquisitions du Pentagone a demandé en 2006 à l'*US Air Force* (USAF) d'accélérer le programme à l'horizon 2012. Par ailleurs, cela passerait également par le redéploiement des forces outre-mer, tout en se limitant à la possibilité de navires prépositionnés pour les *Marines* et à la capacité de *surge* pour l'*US Navy* (USN), c'est-à-dire à la capacité à mobiliser rapidement plutôt qu'à occuper les mers et les airs puisque l'Espace et la « domination informationnelle » permettrait de faire la différence.

³¹⁶ Pour laquelle toute l'histoire de la guerre se confond avec la maîtrise absolue de l'information, l'Espace représentant la frontière ultime de cette possibilité de mettre en œuvre les stratégies indirectes par le *Dominant Battlespace Knowledge*.

l'évaluation des capacités plutôt que sur l'interrogation (forcément spéculative car non mesurable) concernant les motivations de l'adversaire supposé/désigné.

Une idéologie fédératrice, un thème catalyseur

Il est possible de mettre en lumière le processus par lequel les discours des néoconservateurs et de la RMA se sont mutuellement constitués et renforcés. L'accent doit donc être mis sur le rôle des réseaux d'acteurs et sur les méthodes par lesquels ils formalisent ces discours. Il est intéressant de constater le recoupement d'appartenances aux réseaux néoconservateurs et proches de la RMA. Ainsi de l'homme considéré comme le «père» de la RMA (en 1993), le «futurologue» Andrew Marshall. Les éléments biographiques qui le concernent (peu nombreux et repris des mêmes sources), les fréquentes allusions à ses idées de la part d'analystes civils et militaires, ainsi que le mystère dont est entouré l'*Office of Net Assessment* (ONA)³¹⁷, service dépendant directement de l'*Office of Secretary of Defense* (OSD), et qu'il dirige depuis sa création en 1973³¹⁸, entretiennent le mythe du fondateur et masquent aussi bien les rivalités et les rapports de force que les réseaux issus de sa réflexion³¹⁹. D'autres éléments permettent cependant de le relier aux personnalités éminentes des réseaux néoconservateurs. Il est souvent présenté comme proche de Donald Rumsfeld et de Paul Wolfowitz³²⁰. Par ailleurs, ses liens avec le milieu conservateur dateraient du temps de son entrée à la RAND en 1949 où il aurait rencontré Albert Wolhstetter. Ce dernier personnage est pour sa part lié au groupe néoconservateur formé par Paul Wolfowitz et Richard Perle. De part son

³¹⁷ Selon les DoD Directives 5111, la mission de l'ONA est de «Développer et coordonner les évaluations nettes des tendances et perspectives futures des capacités militaires des Etats-Unis et de leur potentiel industriel en comparaison de ceux d'autres pays ou groupes de pays».

³¹⁸ A noter que l'ONA est le seul service de l'OSD pour lequel le site de ce dernier ne donne aucun lien. De même, le trombinoscope des chefs de service de l'OSD ne comprend aucune photo du directeur de l'ONA.

³¹⁹ De plus, bien qu'invoqué comme référence par de nombreux militaires (notamment face au Secrétaire à la Défense William Cohen), Andrew Marshall s'attire de nombreuses piques de leur part lorsque D. Rumsfeld le désigne pour préparer la revue 2001 du DoD.

³²⁰ Voir le site SourceWatch et les différentes sources citées par ce dernier. http://www.sourcewatch.org/index.php?title=Andrew_Marshall.

importance, Albert Wolhstetter est considéré comme «un point de repère généalogique à partir duquel le mouvement conservateur d'abord, et néoconservateur ensuite, a su prendre appui»³²¹. En aval, les accointances entre partisans de la RMA et néoconservateurs sont illustrées par les prises de position de Eliot Cohen, professeur à la John Hopkins University (Paul H. Nitze School of Advanced International Studies SAIS). Ce dernier n'est qu'un des membres de la longue liste des «Jedi Knights³²²» de Andrew Marshall avec Andrew Krepinevich, ancien Lieutenant-colonel de l'Army et directeur du *Center for Strategic and Budgetary Assessment* (CSBA), Thomas Mahnken (professeur au *Naval War College*), Barry Watts (*Director of Program Analysis and Evaluation* du Pentagone), Richard Armitage (sous-secrétaire d'Etat de Colin Powell), l'ancien secrétaire à la Défense James Schlessinger, l'historien Stephen Biddle, ou encore les analystes Michaël O'Hanlon et Martin Libicki³²³. Ainsi, le discours «tentaculaire» de la RMA³²⁴ et celui des conservateurs et néoconservateurs est le fait de mêmes hommes et de mêmes groupes d'acteurs. On peut donc considérer que les thèses de la RMA (et les débats afférents, historiques notamment³²⁵) catalysent la réflexion concernant l'innovation en matière doctrinale, organisationnelle ou technologique, tandis que le néoconservatisme permet de fédérer ces efforts autour d'un projet politique partagé au moins en partie par les membres de ces réseaux.

³²¹ Christophe Wasinski, «Créer une Révolution dans les Affaires Militaires: mode d'emploi», *op. cit.*

³²² Andrew Marshall étant bien évidemment surnommé «Yoda».

³²³

http://www.sourcewatch.org/index.php?title=Andrew_Marshall_Acolytes_/Jedi_Knights. Outre cette source, nous avons consulté Wasinski ainsi que Ken Silverstein «The Man from ONA», *The Nation*, 25 octobre 1999 et le Commandant Debra O. Maddrell, *Quiet Transformation: the role of the Office of Net Assessment*, National War College, National Defense University, 2 mai 2003.

³²⁴ L'expression est de Christophe Wasinski.

³²⁵ Rôles de Williamson Murray et de Stephen Rosen notamment. Le premier a mené une série d'études sur les changements doctrinaux de l'entre-deux guerres (*Military innovations* 1996) financée par l'ONA. Le second, auteur de *Winning The Next War. Innovations and the Modern Military*, Ithaca, NY; Cornell University Press, 1991, fut assistant civil du directeur de l'ONA.

Toutefois, déterminer la place et le rôle des acteurs ne saurait suffire. Il est nécessaire de retracer le mouvement chronologique de leurs actions. Dans le cadre de notre étude, il s'agit de comprendre l'émergence de la pensée néoconservatrice et des thèmes de la RMA au sein des stratégies de sécurité des Etats-Unis. Insister sur le rôle de Richard «Dick» Cheney, de Paul Wolfowitz et de Donald Rumsfeld permet de retracer la généalogie de cette influence au plus haut niveau. En effet, l'actuel Vice-président des Etats-Unis (VPOTUS), l'ancien secrétaire adjoint à la Défense et le Secrétaire à la Défense démissionnaire en décembre 2006, ont tous exercé de hautes fonctions dans les Administrations républicaines précédant l'ère Clinton. Ainsi, R. Cheney, en tant que Secrétaire à la Défense, a commandité en 1992 la rédaction d'un *Defense Planning Guidance*³²⁶ confiée à Paul Wolfowitz. Or, des fuites dans la Presse (*Washington Post* et *New York Times*) révèlent les lignes principales du document, lesquelles s'inscrivent dans l'idéologie décrite plus haut. Plus important, le document souligne le rôle de la transformation des forces armées dans le maintien de la superpuissance américaine comme unipole. Bien que désavoué par l'Administration de George H. Bush, le document n'en imprime pas moins sa trace sur les revues et évaluations suivantes menées par le DoD. Ainsi, la *Bottom-Up Review* (revue «de fond en comble» ou BUR), initiée par le secrétaire à la Défense Leslie Aspin en 1993, ainsi que la première QDR en 1997 reprennent la posture principale de Défense, à savoir la capacité pour l'armée américaine à mener deux guerres régionales majeures en même temps sur le schéma *Win-Hold* ou *Win-Win*. Devenu Vice-président, Cheney s'empresse de créer un «NSC bis» et de profiter de sa position de conseiller principal du président Bush pour faire avancer les thèses conservatrices³²⁷. La nomination de Paul Wolfowitz comme Secrétaire Adjoint à la Défense permet également à ce dernier d'influer en ce sens³²⁸. Une de ses actions majeures est de restituer à

³²⁶ Il s'agit d'un document initiant le cycle de Planification, Programmation, Budgétisation (PPBS) du DoD. Ce cycle durait alors 6 ans pour ce qui est de la Planification, 2 ans pour la Programmation, la Budgétisation durant 1 an.

³²⁷ Voir Charles-Philippe David «L'invasion de l'Irak: les dessous de la prise de décision de la présidence Bush», *La revue internationale et stratégique*, n° 57, printemps 2005, pp. 9 à 19.

³²⁸ Rappelons que le *Deputy Secretary of Defense* est chargé des affaires administratives du DoD.

l'ONA toutes ses prérogatives³²⁹ (juillet 2001) et de lui confier une étude sur le programme militaire spatial.

L'influence du document de 1992 ainsi que la visibilité croissante des thèses d'Andrew Marshall et des néoconservateurs s'observent également à travers l'élargissement du spectre des missions proposées par les QDR. Si la BUR prévoit de situer les opérations entre deux pôles, les *lesser contingencies* (autrement dit les missions de maintien de la Paix qui se multiplient dans les années 1990 et qui correspondent à l'approche progressive du président Clinton en politique étrangère) et les *Major Regional Theater Wars* (les deux guerres régionales de haute intensité), la QDR de 1997 élargit le spectre des *Major Combat Operations* (les MRTW) vers la lutte contre les ADM et la contre-prolifération. Conjuguée à la présence croissante des thèses néoconservatrices au Congrès, des idées favorables à la RMA au Pentagone et à l'action des *think tanks*, cette constatation nous montre ainsi comment émerge progressivement une double alliance: celle des «faucons» et des néoconservateurs, complétée par celle des analystes civils du Pentagone et de ces derniers.

Le rôle de Donald Rumsfeld avant sa nomination au DoD en 2001 demande à être éclairci. Sa position est d'autant plus intéressante qu'il partage avec Cheney, un ami de longue date, le fait de ne pas être néoconservateur. Toutefois, ayant effectué ses premières armes dans l'Administration Ford, comme chef du bureau de la Maison Blanche puis comme plus jeune Secrétaire à la Défense de 1975 à 1977, il tisse des liens avec Marshall et Wolhstetter mais aussi avec Wolfowitz (dans le cadre des «Equipes B»). Durant le deuxième mandat de Bill Clinton, Rumsfeld joue un rôle de premier plan dans la formulation de la stratégie future de l'équipe républicaine. Non seulement il préside les deux commissions de 1998 et 2001 sur les menaces balistiques et la politique spatiale (voir *supra*) mais il adhère au *Project for a New American Century* (PNAC), un *think tank* dédié à la promotion des thèmes néoconservateurs.

³²⁹ En septembre 2000, le Secrétaire à la Défense William Cohen décide en effet de placer l'ONA sous l'autorité de la *National Defense University* et réduit ses prérogatives (DoDD 5108.1 du 27 septembre 2000). La levée de bouclier qui s'ensuit démontre l'influence du «mythe» Marshall.

L'action des commissions et des *think tanks* est symptomatique des méthodes des partisans de la RMA comme des néoconservateurs. Historiquement en effet, les thèses conservatrices ont toujours été avancées par ces biais. Le rapport des «Equipes B» de 1976 est symptomatique de ces méthodes: destinées à critiquer l'évaluation de la menace soviétique faite pas la communauté du renseignement, les «Equipes B» se composent d'analystes attachées à des plates-formes conservatrices. Leurs conclusions soulignent la vulnérabilité des Etats-Unis face à l'URSS et, relayées par le *Committee on Present Danger II*, leurs thèses amènent à justifier des dépenses supplémentaires dans les armements tant conventionnels que non-conventionnels. Plusieurs points sont à souligner: l'usage des *worst case analysis* décrits plus haut, la caisse de résonance de Groupes ou de Comités dédiés à la Sécurité nationale, la contestation systématique des rapports officiels comme «sous-évalués».

Parallèlement, les partisans de la RMA se retrouvent dans ces évaluations à partir de la fin de la «guerre froide», d'autant que l'action de l'ONA recoupe leurs domaines. Ainsi, de nombreux membres de l'ONA (dont Eliot Cohen) se retrouvent impliqués dans le *Gulf War Air Power Survey* chargé d'évaluer les avancées technologiques et doctrinales de la Guerre du Golfe. Plus tard, Andrew Marshall est l'un des témoins principaux cités par la Commission Rumsfeld de 1998. De la même manière, Andrew Krepinevich continue aujourd'hui (comme en 1992, date à laquelle il rédige une évaluation préliminaire sur ce qu'il appelle alors la «Révolution Technico-Militaire» destinée au Secrétaire Cheney) de témoigner en faveur des projets de la «Transformation» auprès des commissions *ad hoc* du Congrès. Le CBSA qu'il dirige inonde celui-ci de rapports et de recommandations.

Enfin, la formalisation des liens entre les thèmes de la RMA et les thèses néoconservatrices se retrouvent dans les documents du PNAC. Ce groupe créé pour faire échec à l'élection d'un président démocrate rédige en effet un rapport d'expertise qui lie formellement les thèmes développés par l'ONA et ses «acolytes» aux desseins néoconservateurs: il s'agit de transformer les

forces armées des Etats-Unis afin de créer « *la force dominante de demain* »³³⁰ et de mettre en place le *Space Control*.

En dépit des liens décrits plus haut et de la « récupération » politique et idéologique des idées défendues par le « réseau Marshall », il convient de nuancer notre propos. D'abord parce que les liens politiques et intellectuels ne signifient pas forcément l'inféodation des idées et des hommes à une idéologie ou à un projet politique. D'autres promoteurs de la RMA, comme le secrétaire à la Défense William Perry³³¹ à partir de la fin de l'année 1993 ou le Vice-amiral Owens, Vice-président du comité des chefs d'Etat-major et président du *Joint Requirements Oversight Council* (JROC)³³², ne sont en rien des néoconservateurs ou des conservateurs, bien au contraire. Ensuite parce que si les thèmes de la RMA (notamment ceux alimentant la vision de guerre à « zéro mort » et sans dommages collatéraux) peuvent être instrumentalisés par une vision stratégique favorisant la prédominance et l'hégémonie, ils sont également promus par William Perry dans l'optique d'opérations de maintien de la Paix (les *Military Operations Others Than War* ou MOOTW) en insistant sur le rôle majeur joué par les communications et les armes « non-létales » (ou « moins que létales » comme l'on dit en 2007). D'autre part, parce que l'imbrication des réseaux RMA et des réseaux (néo)conservateurs ne reflète en fait que l'histoire de la communauté des analystes de Défense aux Etats-Unis, fortement liée à la recherche de nouvelles manières de dépasser le paradigme stratégique de la dissuasion, en accord avec l'ambition conservatrice du *Roll-back* et de la dissuasion « à un seul sens » (les Etats-Unis échappant à celle-ci). En ce sens, la promotion d'une vision mixte alliant Offensive et Défensive est partie prenante des intérêts corporatifs, de la culture et de l'identité de ces groupes (comme ceux de la RAND par exemple), lesquelles renforcent le biais « techniciste » des évaluations et de la résolution des problèmes sécuritaires. Enfin, ces

³³⁰ Rapport du PNAC, « *Creating Tomorrow's Dominant Force* », *Rebuilding America's Defenses: Strategy, Forces and Resources For a New Century*, septembre 2000, p. 50 accessible sur <http://www.newamericancentury.org/RebuildingAmericasDefenses.pdf>.

³³¹ Directeur de la *Defense Research Project Agency* (DARPA), agence chargée de la R&D au DoD, en 1973.

³³² Service du Pentagone chargé de rationaliser les demandes et de sanctionner l'initiation de programmes d'acquisition dans un cadre « interarmées ».

discours sont également destinés à l'usage interne, dans la tradition des considérations stratégiques de la « guerre froide »³³³.

La « Transformation » Rumsfeldienne

Le bilan de la politique de D. Rumsfeld à la tête du DoD se caractérise par trois inflexions majeures. Si l'élargissement du spectre des missions est dans la continuité des thèses défendues par les partisans d'une « Révolution dans les Affaires Militaires », l'orientation vers les *Stability and Support Operations* (SASO) est en partie contradictoire, tandis que l'échec irakien divise les néoconservateurs sur la RMA et la prochaine menace.

Les QDR de 2001 et de 2006 modifient en partie la posture de Défense des États-Unis autour des thèmes communs aux partisans de la RMA et aux Républicains. La version de 2001, parue le 30 septembre 2001 mais largement rédigée avant (et certainement par les soins de Andrew Marshall, chargé des « Rumsfeld Reviews » dans le courant de l'année), innove en présentant, dans la lignée des idées de l'ONA, une stratégie *capabilities-based* plutôt que *threat-based*. Toutefois, les programmes d'acquisition ainsi que le volume des forces restent calqués sur ceux de la décennie écoulée. Ce manque d'ambition n'empêche pas la création de l'*Office of Force Transformation* (OFT) en 2001. La tâche de planifier la « Transformation » revient au Vice-amiral à la retraite Arthur K. Cebrowski (décédé depuis), connu pour ses idées concernant la *Network-centric Warfare* (NCW) ou guerre réseau-centrée. La QDR du deuxième mandat, élaborée durant l'année 2005, ne tranche pas davantage dans les *legacy programs* (les programmes d'acquisition « hérités » que les partisans de la RMA voient comme dépassés et coûteux) à commencer par le F-22 de l'USAF. En revanche, l'élargissement du spectre des missions, notamment au-delà du pôle « traditionnel » (c'est-à-dire les anciennes *Major Combat Operations*) est à noter. Prenant en compte un environnement « catastrophique » ou « disruptif », les moyens de la RMA sont mis à la disposition de missions destinées à la contre-prolifération, à la défense du Territoire et à la

³³³ L'analyse de Paul N. Edwards, *The Closed World. Politics and Discourses in Cold War America*, Boston, MIT Press, 1996, rend compte de ces interactions entre l'émergence des nouvelles technologies (essentiellement l'ordinateur) et les discours politiques et stratégiques qui les formatent tout autant qu'ils sont formatés par elles.

prévention de l'émergence de tout compétiteur sur le plan de l'acquisition des nouvelles technologies, des concepts organisationnels et des doctrines induites par ces évolutions. Le texte de 2006 formalise véritablement les projets de la décennie 1990, là où le premier, prisonnier des affrontements entre les militaires et le secrétaire à la Défense sur les orientations budgétaires (entre les programmes d'acquisition et l'impératif de Transformation) avant le tournant du 11 septembre 2001, ne faisait que reprendre les revues précédentes.

De l'autre côté du spectre, la prise en compte des SASO dans un contexte «irrégulier» (on pense à l'Irak) pose un autre problème. En effet, l'usage des forces terrestres convient autant aux partisans de la RMA (si celles-ci sont un petit corps expéditionnaires technologiquement en avance, ou, si comme en Afghanistan, il s'agit des Forces Spéciales) qu'aux ambitions néoconservatrices (la doctrine du changement de régime nécessitant des forces sur le terrain) mais elle heurte les préférences des militaires, y compris de l'*US Army* (USA) comme nous le verrons plus loin. De fait, le DoD est pris, à partir de 2004, entre les remontrances des militaires concernant le nombre de soldats sur le terrain autant que leur implication dans ce qui ressemble bien à «l'enlèvement» (*mission creep*) du Vietnam, et les projets programmés par l'OFT et nécessitant entre autre de justifier toute dépense supplémentaire. Ainsi, l'exigence du combat urbain comme à Falloujah ou à Nadjaf puis Bagdad se marie mal avec les «promesses» de la RMA tout autant qu'elle rencontre l'opposition croissante des militaires et de l'opinion publique. Pour autant, il semble bien que ce soit plus le manque de succès que l'addition des pertes qui provoque le désengagement progressif de l'opinion publique³³⁴.

Le constat de la «Longue Guerre» dans laquelle serait engagée les Etats-Unis, qui ouvre la QDR 2006, démontre des divisions au sein des groupes néoconservateurs. En effet, la question est de savoir si cette *Long War* est la

³³⁴ Voir Christopher Gelpi, Peter Feaver et Jason Reifler, «Success Matters: Casualty Sensitivity and The War in Iraq»; *op. cit.* Pour ce qui concerne les SASO, de nombreux commentateurs critiquent le fait qu'il s'agirait bien plus de prendre en compte la situation présente que de se projeter sur les 15 ans à venir, ce qui est pourtant la raison d'être des QDR. Sur la critique du «présentisme» de la revue de février 2006; lire l'article de l'historien Colin S. Gray «Stability Operations in Strategic Perspective: a Skeptical View», paru dans la revue de l'*USA Parameters* à l'été 2006, pp. 4 à 14.

« Guerre à la Terreur » ou si il s'agit de se préparer à lutter contre un futur compétiteur, à savoir la Chine³³⁵. La question est d'importance pour les partisans de la RMA puisque cette dernière alternative replacerait leurs préoccupations au centre des considérations stratégiques et budgétaires du DoD et du Congrès. La situation irakienne semble bien ainsi être un élément déterminant pour l'avenir tant de la RMA au sein de la stratégie nationale de sécurité que de cette stratégie elle-même. De plus, outre le caractère rhétorique de l'expression de « Longue Guerre », il faut noter qu'elle a d'ores et déjà formaté la RMA, hypothéquant toute référence future à la « Transformation » ou à la « Révolution » comme *silver bullet* capable de donner aux Etats-Unis la garantie de la suprématie.

Les militaires et la « Transformation » : entre rivalités et contestations

Cependant, la RMA n'est pas seulement le produit d'une idéologie politique ou des « visions » prospectives d'analystes civils et militaires. Il s'agit d'un mouvement, « Révolution » ou évolution, s'inscrivant dans un épais contexte socioculturel et institutionnel : celui des relations entre civils et militaires quant à la définition de la posture stratégique et à la formulation de la politique étrangère. Il s'agira donc de restituer ce contexte et la configuration institutionnelle dans laquelle s'établissent les relations civilo-militaires, avant de décrire et d'expliquer les approches différenciées de la RMA au sein du Pentagone, puis de dessiner les perspectives posées par la perception de l'échec irakien et l'inflexion de la « Transformation » à partir de 2005-2006.

Le contexte institutionnel et bureaucratique de la RMA :

Les relations civilo-militaires (RCM) sont un des enjeux majeurs de la sociologie américaine depuis la fin des années 1950. Deux traditions se sont ainsi progressivement dessinées dans la science politique américaine afin de rendre compte des rapports entre le pouvoir politique et l'outil militaire. La première est celle de Samuel Huntington³³⁶. Son approche idéal-typique

³³⁵ La QDR ne tranche cependant pas en ce sens. Elle insiste davantage sur la « Guerre à la Terreur » et sur les opérations humanitaires en Haïti et lors du Tsunami de décembre 2006.

³³⁶ Samuel Huntington, *The Soldier and the State: the Theory and Politics of Civil-Military Relations*, Cambridge, Belknap, 1957, 534 pages.

présuppose l'apolitisme des militaires et leur contrôle par le pouvoir civil selon deux modalités. Un contrôle subjectif consistant en une fidélisation au régime (politisation) et un contrôle objectif fondé sur la professionnalisation des Armées et leur séparation institutionnelle stricte par rapport au pouvoir civil. L'approche proposée par Morris Janowitz³³⁷ conteste la précédente sur deux points. En premier lieu, la soumission du militaire au civil doit être relativisée du fait de l'imbrication étroite et de l'équilibre instable entre les deux pouvoirs. Par ailleurs, l'opposition entre la politisation et la professionnalisation ne correspond pas à la réalité. En effet, l'émergence de Forces Armées professionnelles accroît l'influence et l'expertise militaire sur les questions de Défense ou sur les aspects militaires de la politique étrangère. Le contrôle du pouvoir civil s'obtient donc plutôt en socialisant les militaires au sein des valeurs de la société civile. Ces deux approches sont historiquement et culturellement marquées par le cas américain de la « guerre froide ». En effet, à l'état chronique d'impréparation et à la tradition d'improvisation, la fin de la Seconde Guerre Mondiale (en dépit d'un début de démobilisation jusqu'en 1947-1948) et surtout la montée des tensions bipolaires font succéder une mobilisation permanente. Celle-ci contredit donc « l'antimilitarisme » traditionnel, ancré dans la vision « milicienne » de la période prérévolutionnaire et caractérisé aussi bien par l'apolitisme affiché des militaires (le Général George C. Marshall, futur Secrétaire d'Etat, se vantant même de ne jamais avoir voté) que par le prestige limité du corps des officiers. Ce mouvement vers une « armée permanente », que le président Eisenhower dénonce comme l'emprise du « complexe militaro-industriel », s'inscrit toutefois dans deux autres traditions de l'Armée. Celle de la Frontière d'une part, caractérisée par le professionnalisme et l'éclectisme d'un corps d'ingénieurs et de bâtisseurs au sein de l'Armée fédérale. Celle des *Marines* d'autre part, habitués depuis la fin des années 1890 et surtout les années 1900-1920 aux « petites guerres » expéditionnaires³³⁸. Les travaux de S. Huntington et de M. Janowitz s'inscrivent donc ainsi dans l'interrogation démocratique sur la

³³⁷ Morris Janowitz, *The Professional Soldier. A Social and Political Portrait*, The Free Press of Glencoe, 1960, 464 pages.

³³⁸ Sur cette tradition « oubliée » par l'opinion publique américaine, Max Boot a écrit un livre complet illustrant les implications de l'USMC « des plages de Tripoli aux palais de Moctezuma » (hymne de l'USMC). Max Boot, *The Savage Wars of Peace: Small Wars and the Rise of American Power*, New York, Basic Books, 2^{ème} édition, juin 2003, 428 pages.

transparence et le contrôle assuré des militaires par les civils dans le contexte de la « guerre froide ».

Ce modèle institutionnel demande à être nuancé. Il faut souligner en effet la plasticité des rôles militaires et politiques et leur perméabilité aux définitions qu'en donnent les acteurs. Autrement dit, tant la définition stricte du partage des responsabilités que celle du mode de contrôle des militaires dépendent d'éléments fluctuants et instables. Entrent en compte dans la production et la reproduction de ces identités et de rôles tant des facteurs externes (environnement international) qu'internes (l'anticipation de la stratégie des protagonistes³³⁹, préférences partisans) ou liés à des nécessités organisationnelles (intérêts bureaucratiques ou perçus comme tels, préservation de « l'essence » de l'institution). Du reste, il serait certainement nécessaire à la fois d'analyser les relations civilo-militaires dans un cadre plus global (celui de la place des militaires dans l'Etat) et de distinguer au sein des institutions le groupe des décideurs, produisant les discours dominants mais pouvant être contesté par les officiers « opérationnels »³⁴⁰.

Ce cadre relationnel subit une profonde remise en cause à l'occasion de la Guerre du Vietnam³⁴¹. En effet, celle-ci est réinterprétée à l'aune de « l'immixtion » du pouvoir civil (en l'occurrence le président Lyndon Johnson et le Secrétaire à la Défense Robert Strange McNamara) considérée

³³⁹ Deborah Avant, *Political Institutions and Military Changes. Lessons from Peripheral Wars*, Ithaca: Cornell University Press, 1994 met en lumière une double structure de délégation reliant décideurs civils et militaires ainsi que les décideurs civils à leurs électeurs.

³⁴⁰ Un bon exemple de ce « divorce » possible s'observe actuellement au sujet de la contre-insurrection en Irak. S'y est élaboré en effet une « doctrine informelle » contestant en partie la « culture » des organisations (notamment l'Army). En retour, l'adoption d'une doctrine officielle par les services terrestres ne peut certainement pas être assimilée à une conversion de la part des *top brass*. Sur la contestation et les écarts croissants, lire Lieutenant-colonel Paul Yingling, « A Failure in Generalship », *Armed Forces Journal*, mai 2007, et Fred Kaplan, « Challenging the Generals », *New York Times*, 26 août 2007.

³⁴¹ Voir Thomas Lindemann « Faire la guerre mais laquelle ? Les institutions militaires des Etats-Unis entre identités bureaucratiques et préférences stratégiques », *Revue Française de Science Politique*, vol. 53 n°5 ; octobre 2003, Paris, Presse de la Fondation Nationale de Sciences Politiques, pp. 675 à 706 et Etienne de Durand, *Les transformations de l'US Army*, Institut Français des Relations Internationales, juillet 2003.

comme la cause du non-engagement total des forces armées. Pire, la « micro-gestion » (*micro-management*) des bombardements sur le Nord-Vietnam (opération *Rolling Thunder* puis *Linebacker I* et *II*) ou de la « piste Hô chi minh » (opération *Igloo White*) devient le symbole d'une implication « hypocrite » du pouvoir politique. Cette relecture de la Guerre du Vietnam devient quasi-canonique dans les différents *Services*³⁴². Deux conséquences en découlent sur les rapports civilo-militaires. La première est le repli identitaire vers les missions de combat, au rebours de la tendance au « soldat-diplomate » illustrée par D. Eisenhower et George Marshall³⁴³. La seconde est le retour à un certain « prussianisme »³⁴⁴ des « *Top Brass* » (les chefs d'Etat-major et les plus hautes autorités des Armes), caractérisé par la séparation nette des responsabilités des civils et des militaires dans la conduite de la guerre. Outre la refonte des forces dans le concept *Total Force* (qui lie réserve et active de telle manière qu'engager les uns implique nécessairement d'engager les autres), cette attitude culmine dans la doctrine défendue par le Secrétaire à la Défense Caspar Weinberger et formalisé par le *Chairman* du comité des chefs d'Etat-major, le général Colin Powell, dans les années 1990. La « doctrine Weinberger-Powell » présuppose ainsi que l'usage de la force soit subordonnée à huit préalables : la présence d'intérêts vitaux pour les Etats-Unis, la définition d'objectifs et de missions précises, l'analyse objective des risques, l'essai préalable d'autres options que le recours à la force, la réflexion sur une stratégie de sortie, l'évaluation des conséquences d'une intervention, le soutien enfin du peuple américain et de la communauté internationale³⁴⁵. Non seulement les modalités de l'usage de la force doivent dépendre de l'expertise militaire, mais également la pertinence du recours lui-même.

Ces deux conséquences sont essentielles pour comprendre la RMA future. Tout d'abord parce que le repli identitaire des *Services* se traduit par une vision de la doctrine ou de la technologie dans l'optique de missions de

³⁴² Ainsi de l'inscription du livre du Colonel Harry Summers, *On Strategy*, paru en 1982, dans les listes bibliographiques conseillées aux officiers des différentes armes.

³⁴³ L'idée d'un référentiel identitaire de repli est de Thomas Lindemann.

³⁴⁴ L'expression est de Etienne de Durand, *Les transformations de l'US Army*, *op. cit.*

³⁴⁵ Colin Powell, « US Forces: Challenge Ahead », *Foreign Affairs*, hiver 1992-1993.

haute intensité. Ensuite parce que ce «retour» à la mythique «Grande Guerre», la Seconde Guerre Mondiale, se traduit par un refus d'engagement limité et la stratégie du «Tout ou rien». Or, les moyens de la RMA vont permettre un temps de réconcilier les deux. D'autre part, parce que la RMA va servir de justification pour obtenir des rallonges budgétaires dans l'optique d'une guerre que l'on veut décisive mais qui suppose une «force écrasante» (*Overwhelming Force*). Enfin parce que les rapports avec les technologies arrivées à maturité se colorent d'une ambiguïté certaine: elles confortent les intérêts corporatifs de certaines Armes (telle l'USAF) tout en rappelant le temps des «*whiz kids*» (les surdoués) de McNamara³⁴⁶.

La prise en main de l'usage de la force par les militaires se manifeste également dans le cadre institutionnel spécifique de la formulation de la politique étrangère des Etats-Unis. Selon la Constitution et ses interprétations ultérieures³⁴⁷, deux acteurs principaux interviennent dans le processus: l'Exécutif, chargé de la définition des principales orientations et de la conduite de la guerre³⁴⁸, et le Législatif, dont le moindre pouvoir n'est pas de voter le budget, notamment les fonds «discrétionnaires» servant pour moitié à financer la politique de Défense (FY 2005). Par ailleurs, le système politique américain peut être décrit comme une cohabitation permanente entre les deux pouvoirs du fait du fort attachement des élus aux intérêts de leurs mandants au-delà de leur fidélité partisane³⁴⁹. Or, les

³⁴⁶ L'opération *Igloo White*, lancée en 1964, reposait sur la détection avancée de tout mouvement sur la «piste Hô chi minh» grâce à des capteurs disséminés tout au long, et par la communication des données, via ordinateur, à des chasseurs-bombardiers F4 *Phantom* chargés de «traiter» les cibles. Présentée comme un succès, l'opération n'a jamais réellement été évaluée. Paul N Edwards, *The Closed World, op. cit.*, chapitre 1.

³⁴⁷ Pour une approche de la politique étrangère américaine, lire Louis Balthazar, Charles-Philippe David et Justin Vaïsse, *La Politique Etrangère des Etats-Unis. Fondements, acteurs, formulation*, Paris, Presses de la Fondation Nationale de Sciences Politiques, 2003, 382 pages.

³⁴⁸ Sur le rapport entre la RMA et la loi sur les Pouvoirs de Guerre de 1973, lire Lukasz Kamienski, «The RMA and War Powers», *Strategic Insights*, vol. 2, n°9, septembre 2003, Naval Postgraduate School

³⁴⁹ Sans compter que la Défense représente souvent un enjeu majeur dans le domaine de l'emploi local, que ce soit par la présence de bases militaires, ou par la présence d'usines d'armement dédiées à un programme d'acquisition spécifique.

années qui suivent la fin de la «Guerre Froide» se caractérisent par une baisse importante des dépenses de Défense après la forte hausse des années Reagan. Par ailleurs, l'élection de Bill Clinton, élu sur un programme de politique intérieure, alimente les craintes des militaires ainsi que des conservateurs concernant une accélération de cette baisse et une réorientation de l'outil militaire vers les missions de maintien de la paix qui se multiplient dans les années 1990 (la Somalie étant un exemple d'une opération instrumentalisée par les *congressmen* républicains avec l'appui ou sur la demande des milieux militaires). Ces mauvaises relations entre l'Exécutif et le Législatif (en dépit d'un relatif consensus bipartisan sur la baisse des dépenses militaires) avantagent les militaires qui imposent de plus en plus leur avis concernant l'usage de la force, dans la lignée de la «Doctrine Powell». Le cas du Kosovo en 1999 est exemplaire à plusieurs titres. En effet, à cette occasion, les militaires ne manquent de marquer publiquement leur désaccord à une opération qui contredit leur doctrine «anti-interventionniste»³⁵⁰. Leur contestation s'épanouit surtout dans la forme que prend l'engagement, c'est-à-dire une campagne aérienne qui conforte aussi bien le biais culturel concernant les missions que les intérêts corporatifs filtrés par l'identité de l'USAF. Ainsi, cette crise est l'aboutissement d'une prise en main par les militaires de la formulation des conditions d'usage de la force. Un véritable «Triumvirat» se forme alors entre le président Clinton, le Congrès (dominé depuis 1994 par l'opposition Républicaine) et les militaires.

Ce mouvement est accéléré, tout autant que gêné, par la pression continue que le Législatif fait porter sur le DoD afin de forcer celui-ci à se réformer dans le contexte de l'après-«Guerre Froide». De fait, avec 2,5 millions de fonctionnaires civils et militaires, ce ministère a la réputation d'un monstre bureaucratique particulièrement inadapté en regard des normes managériales de la fin du XXème siècle et du début du XXIème siècle. Ce mouvement se manifeste par les «revues» (BUR et QDR) que le pouvoir politique (l'Exécutif en 1993, le Congrès à partir de 1996) demande au

³⁵⁰ Eliot Cohen, «A Tale of Two Secretaries», *Foreign Affairs*, mai-juin 2002, rapporte les propos d'un officier du comité des Chefs d'Etat-major qui ne «*pense pas que quiconque ait fait la preuve que tout ceci sert l'intérêt national*». Par ailleurs, l'alliance entre les militaires et le Congrès se manifeste par le refus de ce dernier d'avaliser la décision présidentielle d'attaquer la Serbie.

Pentagone de fournir. En effet, dès le début de la décennie 1990, en plus du rapport annuel du Secrétaire à la Défense, un système de *reporting* du Pentagone vers le Congrès se met en place: *Base Force Plan* de 1991, BUR de 1993, Commission sur le rôle et les missions des forces armées en 1995. Cette dynamique, accélérée par la baisse des dépenses et la réduction du format des forces armées, essentiellement terrestres³⁵¹, aboutit en 1996 au *Military Force Structure Review Act* qui, proposé par les sénateurs Dan Coates (Républicain) et Joseph Lieberman (Démocrate), accompagne le vote du budget FY 1997. Intégrée dans le titre 10 du *US Code*, cette disposition prévoit qu'en plus de la NSS du président et du rapport du *Chairman* du comité des Chefs d'Etat-major, le Secrétaire à la Défense conduise le processus de la QDR. Dans l'esprit du Congrès, il s'agit de forcer le Pentagone à regarder au-delà du court terme, le processus de PPBS prévoyant une prospective d'une dizaine d'années sur un cycle de 6 ans. Afin de garantir l'indépendance du processus sont mis en place des *National Defense Panels* (NDP) composés d'analystes civils et d'universitaires. En fait, le processus de 1997 est conduit selon des considérations budgétaires, ce qui pousse le DoD à faire travailler les différents groupes parallèlement au lieu de mettre en place un processus séquentiel commençant par la définition des objectifs stratégiques. De la même manière, les NDP reflètent en fait, de par leur composition, les intérêts corporatifs des *Services*, ce qui conduit à une revue mitigée ne remettant pas en causes les ambitions stratégiques et programmatiques du Pentagone tels que définis dans les modifications apportées à la BUR 1993 par les militaires.³⁵²

Parallèlement à ces pressions externes, l'administration civile du Pentagone (l'OSD essentiellement) tente de poursuivre un mouvement de

³⁵¹ En fait l'USA seulement qui passe de 18 divisions en 1988 à 10 en 1995. En effet, l'*US Marine Corps* (USMC) ne peut faire l'objet d'aucune réduction du fait d'une disposition du Congrès en date de 1952.

³⁵² La *Bottom-Up Review* de 1993 avait en effet été interprétée comme une addition de coupes budgétaires, ce qui avait valu à Leslie Aspin la vindicte des militaires, lesquels avait alors poussé à sa démission après l'échec de Mogadiscio. Sur les heurts et malheurs de la QDR 1997, lire David E. Snodgrass, «The QDR: Improve the Process to Improve the Product», *Parameters*, printemps 2000, pp. 57 à 68 et Patrick M. Condray, *Charting the Nation's Course. Strategic Planning Processes in the 1952-53 'New Look' and the 1997-97 Quadrennial Defense Review*, thèse, Maxwell Air Force Base, Air University Press, août 1999.

centralisation amorcé à la fin de la Seconde Guerre Mondiale. Créé par le *National Security Act* de 1947, le *National Military Establishment* (NME) doit centraliser administrativement et géographiquement les activités militaires, jusque là séparées par des Départements différents et par les rivalités interServices, en dépit de l'expérience du Comité des Chefs d'Etat-major créée en 1942. Toutefois, le NME, renommé DoD en 1949, ne contrôle ni la doctrine, ni l'entraînement, ni les actions combinées des différentes Armes. Il faut attendre les années 1960 et le « règne » de McNamara à la tête du Département pour que la centralisation commence à opérer. Se servant de son expérience dans l'entreprise Ford, McNamara transfère le pouvoir décisionnel concernant la planification des programmes d'acquisition à l'OSD. En juin 1964, le PPBS est mis en place. Il s'agit d'un système de planification, programmation et budgétisation fondé sur l'analyse systémique et quantitative des coûts et bénéfices des décisions administratives, et calqué sur le modèle managérial. Ainsi, l'OSD contrôle la structure des Forces et sélectionne les programmes, tandis que les Services allouent les fonds et achètent les matériels nécessaires. En pratique toutefois, ces derniers font leur programmation et la soumettent à l'OSD pour évaluation et approbation³⁵³. Cette dynamique s'inscrit dans les progrès de la technologie numérique (ordinateurs) et façonne l'identité de l'*Office of Secretary of Defense* vers une approche « techniciste » des problèmes et des évaluations. Nous avons déjà vu l'importance de ce biais culturel pour comprendre l'alliance entre néoconservateurs et partisans de la RMA. Cette identité explique également comment les intérêts corporatifs de l'administration civile du Pentagone pour plus d'autonomie, d'influence, de prestige et de ressources cadrent avec le développement et l'usage de nouvelles technologies. Face aux professionnels du *system analysis* de l'OSD, les militaires apprennent à développer leurs propres corps d'experts, aptes à jouer le jeu politique et bureaucratique de la planification comme de la programmation.

Un autre mouvement de centralisation, qui lui est contraire dans la pratique (mais qui s'explique par la tradition des « poids et contrepoids » typique des institutions américaines), est la création par le *Goldwater-Nichols Act* de

³⁵³ L. R. Jones et Jerry L. McCaffery « Reform of the PPBS and Management Control in the Department of Defense: Insights From Budget Theory », *Public Budgeting and Finance*, automne 2005, pp. 1 à 15.

1986 d'une chaîne de commandement simplifiée allant des Commandants en Chefs régionaux interarmées (les CinCs devenus les *Combatants Commands*) vers le *Chairman* du comité des Chefs d'Etat-major (CJCS), ce dernier devenant le principal conseiller militaire de la Maison Blanche. Même si le Secrétaire à la Défense se trouve renforcé, il s'agit surtout de rétablir l'équilibre entre civils et militaires et de tenter de réduire l'alliance du Congrès et des *Services*. En réalité, le seul résultat immédiat est de réduire les rivalités inter*Services* sur les théâtres d'opérations. De plus, le CJCS unifie provisoirement la voix des militaires, ce qui lui donne plus de poids qu'auparavant et symbolise la participation croissante des forces armées dans la définition des objectifs de sécurité. Les intérêts corporatifs des Armes entre elles, et vis-à-vis des intérêts civils, demeurent, d'autant qu'intervient à partir du début des années 1990, l'impératif de « s'adapter » à la « Révolution ».

Les militaires, le DoD et la RMA: une approche différenciée

La Guerre du Golfe est souvent présentée comme le début de la RMA. De fait, les succès de la campagne aérienne (*Desert Storm*), précédant la « guerre des cent heures », sont considérés comme le résultat d'une alliance multiplicatrice entre les armes de précision, le traitement de l'information et l'accélération des communications. Toutefois, il importe de préciser les bases de ce succès pour comprendre véritablement l'implication des militaires dans la « Révolution » et la forme que celle-ci va prendre. La Guerre du Golfe apparaît rétrospectivement comme la validation d'expérimentations doctrinales (intellectuelles) ou opérationnelles (techniques) de nouvelles technologies. Ainsi, les MGP font leurs premières armes lors des bombardements sur Hanoi à la fin des années 1960 lorsque des bombes guidées par laser sont massivement utilisées par l'USAF. De la même manière, le rêve d'un champ de bataille automatisé et géré selon le principe de la transparence informationnelle apparaît dans les propos du Général Westmoreland, ancien commandant en chef des forces américaines au Vietnam et chef d'Etat-major de l'Army, devant l'Association de l'Army en 1969. Dans ceux-ci, il manifeste les premières marques de répugnance pour les pertes en insistant sur le fait que « *les machines et les ordinateurs permettent l'économie des forces sur le champs de bataille* »³⁵⁴. Ce point est important car il

³⁵⁴ Cité par Paul N Edwards, *The Closed World*, op. cit. en exergue du chapitre 2 « Why Build Computers? The Military Role in Computer Research », page 42.

éclaire les préférences et les choix des différents *Services* concernant ces expérimentations. Ainsi, l'USA insiste sur la formation intellectuelle, qui lui est traditionnelle, dans deux domaines: la création du TRADOC (*Training and Doctrine Center*) à Fort Leavenworth, bientôt confié au commandement d'un général 4 étoiles (alors que le commandant de la doctrine de l'USAF est de nos jours encore un simple colonel), lui permet de s'imposer dans la réflexion doctrinale interarmées (*Joint*), tandis que cette dernière s'empare des concepts de la future RMA (notamment ceux de William Perry, directeur de la DARPA) pour formaliser *Airland Battle*. Ce dernier concept insiste sur la capacité à frapper dans la profondeur les second et troisième échelons soviétiques par l'artillerie à longue portée et les bombardements d'interdiction (*denial*) tandis que le premier échelon est traité par les forces blindées bénéficiant du soutien aérien (*close-air support* CAS). Il répond donc aussi bien à la culture de l'Army qu'à son repli identitaire ou à ses intérêts corporatifs, l'USAF, traditionnelle rivale, étant subordonnée à l'USA³⁵⁵.

L'USAF procède différemment. Si la «Guerre Froide» avait consacré le rôle central de l'Arme dans la dissuasion nucléaire (par le *Strategic Air Command*), la guerre du Vietnam produit une double inflexion. D'abord en mettant en cause la pertinence du dogme de l'*Air Power*, selon lequel l'arme aérienne pouvait à elle seule remporter la guerre. Puis en poursuivant le mouvement de dissociation intellectuelle entre l'*Air Power* et la dissuasion nucléaire (commencé dans les années 1960 quand les missiles intercontinentaux remplacent les bombardiers comme vecteur de l'arme nucléaire) par celui de la dissociation entre *Air Power* et bombardement stratégique. La «révolution de palais» qui s'ensuit provoque l'arrivée en force de la «mafia des pilotes de chasse», lesquels insistent davantage sur les frappes au niveau opératif³⁵⁶. La guerre du Kippour de 1973 révèle, tout comme les missions sur Hanoi, à la fois la vulnérabilité des chasseurs et chasseurs-bombardiers face aux

³⁵⁵ En plus de cet effort doctrinal, l'Armée de Terre tente de réorganiser le format de ses unités selon des impératifs divers liés aussi bien au contexte stratégique qu'aux nouvelles technologies.

³⁵⁶ Pour une bonne vision des intérêts corporatifs et de la culture organisationnelle de l'USAF, lire le chapitre 2 de Etienne de Durand et Bastien Irondele *Stratégie aérienne comparée: France, Etats-Unis, Royaume-Uni*, Paris, Centre d'Etudes en Sciences Sociales de la Défense, 2006

Défenses Anti-aériennes que la perte de compétence tactique concernant le *dogfight* (combat tournoyant des chasseurs). Aussi, influencée par une culture organisationnelle dominée par la «tribu» des *Fighter Generals* et leur pragmatisme d'ingénieurs (ce qui explique le peu de goût pour l'implication doctrinale), l'USAF cherche-t-elle son salut dans la technologie. Les recherches de William Perry et de la DARPA concernant la furtivité (*stealth*), commencée en 1973, sont parrainées deux ans plus tard par l'*Air Force*. Les programmes qui s'ensuivent, comme celui du bombardier furtif B2, entrent ainsi dans une tentative de renouer le lien des trois concepts en redonnant la primauté au bombardement stratégique de précision et au *Command and Control* (C2).

Les cultures organisationnelles et les identités institutionnelles différentes expliquent la divergence de l'approche menée par USA et USAF : si la première subordonne la technologie à la doctrine, la seconde inverse la relation³⁵⁷. La guerre du Golfe sert donc d'expérimentation à une première RMA «militaire» axée sur les technologies et le niveau opératif³⁵⁸.

La seconde RMA débute en janvier 1994, lorsque William Perry, alors adjoint au secrétaire à la Défense Leslie Aspin, charge Andrew Marshall d'animer cinq groupes de coordination au sein du DoD afin de réfléchir aux prolongements et aux implications des observations faites durant la guerre du Golfe pour l'horizon 2010-2015. Ces groupes comprennent des représentants des *Services* et des officiels de l'ONA et de l'OSD³⁵⁹. Ils

³⁵⁷ Une exception semble être la «tribu» des spécialistes de l'Espace. Ainsi, David Upton cherche-t-il à synthétiser les différentes doctrines en présence en vue de promouvoir une vision offensive de l'Espace, à l'origine du *Space Control*. Lieutenant-colonel David E. Lupton, *On Space Warfare, A Space Power Doctrine*, Maxwell Air Force Base, Air University Press, juin 1988.

³⁵⁸ Raison pour laquelle il est sûrement plus pertinent de parler de «Révolution Technico-Militaire». Sur cette distinction, une bonne mise au point est celle de Bjorn Möller, «The Revolution in Military Affairs: Myth or Reality», *COPRI Working Paper*, n°15, Copenhague, Copenhagen Peace Research Institute, 2002.

³⁵⁹ *Combined Arms and Maneuver* par l'USA et l'USMC, *Deep Strike* par l'USAF et l'USN, *Naval Forward Operations, Crisis prevention and responses* de l'USN et l'USMC, *Low intensity conflicts* par l'OSD et *Fostering/institutionalizing Innovations* par l'ONA. Theodor W. Galdi, *Revolution in Military Affairs? Competing concepts, Organizational Responses, Outstanding Issues*, CRS Report for Congress, 11 décembre 1995.

prolongent la réflexion entamée par l'ONA dans les années 1980 sur les évolutions doctrinales de l'entre-deux guerres comme le porte-avions ou la *Blitzkrieg*. Or, cette initiative civile rencontre les efforts des militaires mais surtout entre en collision avec leurs intérêts bureaucratiques, relus selon les filtres de l'identité et de la culture organisationnelle, entre permanences et évolutions dues à la fin de l'affrontement bipolaire. Face à la double pression du pouvoir politique et civil qui cherche à reprendre la main face à l'union tacite des *Services*, et des discours de plus en plus normatifs sur la nature et l'ampleur de la RMA, les militaires vont donc adapter celle-ci dans leurs doctrines. Or, la doctrine, outre ses fonctions de standardisation et de réflexion prospective, remplit deux fonctions politiques. L'une entretient l'identité interne et reflète ainsi les rapports de pouvoirs entre les différentes Branches (fonction de socialisation). L'autre sert de propagande externe et de justification pour les préférences stratégiques et d'acquisition (fonction d'institutionnalisation). L'adaptation doctrinale de la RMA va donc varier selon les Armes mais aussi se traduire dans une compétition entre elles. Dans le même temps, deux dynamiques séparées sont à l'œuvre : une tentative de définition doctrinale « par le haut » due à l'action de l'administration civile du DoD autour du concept de *Jointness* qui centralise la doctrine hors des Armes, et une formalisation « par le bas » qui souvent cache derrière des innovations lexicales la continuité des programmes d'acquisition hérités de la « Guerre Froide ». Deux exemples illustrent ce jeu complexe : celui de l'Armée de Terre, et celui de l'*Air Force*.³⁶⁰

Pionnière dans le renouvellement opérationnel issu de la guerre du Vietnam, l'*US Army* n'en est pas moins prisonnière de contraintes apparemment contradictoires. Prise entre les coupes budgétaires de la décennie 1990, le renouveau de l'*Air Power* à la suite de la guerre du Golfe et la recherche d'un juste équilibre entre le format des unités, leur puissance de feu et leur mobilité, elle est donc engagée fortement dans la prospection d'une solution idéale. Très vite, la solution semble trouvée dans deux domaines. Le premier, satisfaisant sur le court terme, est sa domination dans le processus de formalisation doctrinale interarmées. Ainsi, profitant de la rédaction de

³⁶⁰ Notre choix se justifie par l'opposition extrême de ces deux Armes par rapport à la RMA. Voir Thomas G Mahnken et James R Fitzsimonds « The Limits of Transformation. Officers Attitudes toward Revolution in Military Affairs », *Newport Paper*, n°17, Norfolk, Naval War College, 2003, p. 108.

Joint Vision 2010, l'USA écarte les concepts et les expressions de l'USAF, telle que «*Halt Phase*» ou «*Rapid and Decisive Actions*». Le second est la définition progressive d'un format d'unité permettant d'associer la mobilité, la puissance de feu et la légèreté: le programme «*Force XXI*» est suivi à la fin de la décennie 1990 par «*Army After Next*» puis en 1999, suite à la déconvenue du Kosovo³⁶¹, par le plan Shinseki³⁶². Ce dernier, toujours en cours aujourd'hui, fonctionne selon deux principes. Il s'agit en premier lieu de poursuivre la digitalisation (on dirait «numérisation» dans l'Armée Française) des véhicules existants (véhicules blindés Abrams M1A2 et véhicules de combat d'infanterie Bradley) et d'acquérir un blindé à roue plus léger, aérotransportable, le *Futur Combat System* (FCS). En second lieu, la «Transformation» des unités doit s'opérer en trois temps: la modernisation des unités lourdes datant de la guerre froide (*legacy forces*), la constitution d'unités intermédiaires combinant les avantages des unités lourdes et légères, les *Interim Combat Brigade Teams*³⁶³, (*Interim Forces*) et la révolution de l'*Objective Force* fondée sur les capacités de guerre réseau-centrée, l'acquisition du FCS, ceci dans l'optique de combat de haute intensité plus que des SASO³⁶⁴. Ce dernier point révèle la permanence de l'identité «de repli» de l'USA et ses préférences pour les combats décisifs. Le format progressif des forces prétend donc répondre à la fois aux sollicitations budgétaires, au souci de la protection des combattants et aux préférences pour les combats classiques (loin des villes et des dommages collatéraux). On le voit, cette adaptation répond en fait aux pressions civiles en réaffirmant les principes identitaires. L'Army porte donc la réputation d'une Arme «traditionaliste» durant toute la décennie 1990. Les premiers enseignements de l'opération *Iraqi Freedom* (OIF) en 2003 semblent cependant confirmer la pertinence du choix du général Shinseki. Les expériences suivantes et la refonte du manuel conjoint USA/USMC de contre-insurrection en décembre 2006 semblent correspondre à d'autres

³⁶¹ Au Kosovo, la *Task Force Hawk*, une force terrestre mobile soutenue par des Apaches AH-64, non seulement n'avait pas été engagée, mais des hélicoptères avaient été perdus.

³⁶² Du nom du général Eric Shinseki, chef d'Etat-major de l'Armée de Terre jusqu'à son limogeage en 2003 suite à son opposition à la guerre contre l'Irak.

³⁶³ La première «brigade modulaire» est la 4th *Army Brigade*.

³⁶⁴ Sur tous ces points, voir Etienne de Durand, *Les transformations de l'US Army*, op. cit.

impératifs encore, mais inscrits toutefois dans la «redécouverte» de la nécessité de contrôler le terrain³⁶⁵.

En ce qui concerne l'USAF, son adaptation aux pressions civiles passe également par la réaffirmation de ses préférences identitaires et par la volonté conséquente de poursuivre les programmes d'acquisition lancés dans la décennie 1980. Le F-22 semble l'exemple le plus marquant en tant «qu'icône» de l'*Air Force*. En effet, ce programme est l'un des plus coûteux du budget du DoD: la requête budgétaire de 2007 prévoit 2,2 milliard de \$ d'avance pour l'acquisition de 60 appareils en plus de 584 millions pour la poursuite du développement. De plus, le budget 2006 a ramené la demande de l'USAF de 275 à 179 appareils afin de faire baisser le coût à l'unité. La projection totale de cette plate-forme destinée à remplacer le F-15 est estimée à 61 milliards de \$, alors même que son utilité dans le contexte actuel est remise en question et que, par ailleurs, l'obsolescence des F-15 pose un problème de maintenance³⁶⁶. Parallèlement, l'USAF s'est lancé dans ce que l'on peut considérer comme un «argumentaire de vente» avec le *Flight Transformation Plan*. Ce dernier correspond aux nouvelles règles édictées par D. Rumsfeld afin d'accroître l'efficacité budgétaire du DoD en matière d'acquisition (voir *infra*). Il permet à l'*Air Force* de justifier de ses dépenses qui représentaient en 2005 près de 30% de celle du Pentagone, fonds «mandataires³⁶⁷» exclus. Enfin, face au contexte de la fin des années 1990 et du début de la décennie 2000, l'USAF peine à renouveler sa doctrine. Celle-ci reste arc-boutée sur la RMA et sur l'*Air Power*. Ainsi, si le Kosovo, comme l'Afghanistan ou l'Irak, ont montré la grande flexibilité opérationnelle de l'Armée de l'Air (par l'insistance sur la «guerre parallèle» menée par les forces terrestres et aériennes, ou encore par le retournement opérationnel

³⁶⁵ A noter que la volonté de l'*Army* de se transformer en force expéditionnaire heurte de plein fouet l'identité et les intérêts du Corps des Marines. En effet, ce dernier a récemment développé le concept de «Chaos Littoral» qui, en conformité avec l'accentuation de la doctrine de la *Navy* vers les opérations littorales (*From the Sea*), renforce sa spécificité «d'entrée en premier» par les opérations amphibies.

³⁶⁶ Et donc de coût. Steven M. Kosiak, *Analysis of the FY 07 Budget Request*, CSBA, avril 2006, p. 31.

³⁶⁷ Il s'agit des fonds alloués par le Congrès pour le financement de dépenses ayant des destinataires précis. Dans le cas du DoD, cela comprend les pensions et retraites ainsi que les salaires.

entre ces forces, les forces terrestres ayant pour but, comme en Afghanistan, «d'illuminer» ou de trouver les cibles puis de les désigner aux vecteurs aériens³⁶⁸), ces opérations ont surtout été réinterprétées à l'aune des préjugés bureaucratiques. Ainsi, la plupart des hauts gradés de l'USAF ont-ils montré du doigt l'aspect décisif de la campagne aérienne et décrié, dans le cas de 1999, une implication civile digne de la guerre du Vietnam.

La «Transformation» de D. Rumsfeld confirme que la RMA devient un enjeu de pouvoir, aussi bien entre les *Services* mais surtout entre ceux-ci et le nouveau Secrétaire à la Défense. Cette troisième RMA «civile» peut donc être considérée comme faisant partie d'une tentative de restaurer l'autorité civile sur l'usage de la force dans la stratégie nationale de sécurité. Deux modalités sont particulièrement nettes concernant les années 2001-2006.

La première consiste à entamer la «guerre à la bureaucratie». Dans un discours devant le service des Acquisitions, de la Technologie et de la Logistique prononcé le 10 septembre 2001, le secrétaire à la Défense déclare vouloir combattre un adversaire «*qui gouverne en dictant des plans quinquennaux. (...) menaçant la défense des Etats-Unis et mettant en danger la vie des hommes et des femmes sous l'uniforme. (...) subtil et implacable. (...) la bureaucratie du Pentagone*»³⁶⁹. Cette «guerre à la bureaucratie», déclenchée la veille du 11 septembre, consiste en fait en deux volets. Le premier s'appuie sur les évolutions des nouvelles technologies de l'information et de la communication pour promouvoir une «*Revolution on Business Affairs*» (RBA) qui serait en cours dans le monde des entreprises depuis la fin des années 1990. Celle-ci sert les intérêts de l'administration civile du Pentagone en insistant sur la centralisation décisionnelle et sur les économies budgétaires qui seraient réalisées. Cet intérêt corporatif gestionnaire et centralisateur est lu à travers la culture organisationnelle de l'OSD qui insiste sur le primat de la technologie. Enfin, elle renvoie au référentiel identitaire de cette élite technocratique qui se veut conforme au «modèle» managérial. Pour ce faire, le nouveau secrétaire à la Défense redonne le pouvoir décisionnel en matière de planification à l'OSD, lequel pouvoir lui avait été retiré par William

³⁶⁸ Cette reformulation du primat de l'*Air Power* par l'USAF ne permet pas de répondre aux deux défis que sont le rôle de la force aérienne contre les adversaires asymétriques, et le poids croissant de l'interarmisation, menace sur l'autonomie de l'Arme.

³⁶⁹ Accessible sur <http://www.defenselink.mil/speeches/speech.aspx?speechid=430>.

Laird, secrétaire à la Défense de Richard Nixon entre 1969 et 1972, au profit des *Services*. D'autre part, le système PPBS est refondu afin de correspondre à ce qui est vu comme une exigence de modernité dans la gestion du cycle. Par la *DoD Management Initiative Decision* 913 du 22 mai 2003, ce dernier est ramené à 4 ans en combinant 1 année de revue (la première) et 2 années de programmation et de budgétisation (la 2nde et la 4^{ème}). Ainsi, l'administration nouvellement nommée dispose d'une année pour évaluer le bilan de l'administration précédente et pour lancer un changement de posture globale à partir de la *Strategic Planning Guidance* de l'OSD et du *Joint Planning Guidance* du comité des Chefs d'Etat-major. Cette même année est rédigé le projet de la QDR, présentée au congrès à la fin de l'hiver. Ce dernier document est donc la base de toute la politique et de toute la stratégie du DoD, tandis que les documents de l'OSD et du JCS en forment l'architecture. Par ailleurs, ce système privilégie les années 1 et 3 puisque aucun changement majeur n'est prévu. En conséquence, ce sont des années «libres» qui permettent d'évaluer les changements. Enfin, calqué sur le calendrier électoral, le cycle budgétaire et les revues sont ainsi plus en phase avec les contraintes afférentes à ce domaine³⁷⁰. Privant les militaires des décisions concernant «leurs» programmes, cette «révolution» s'accompagne d'un effort renouvelé pour promouvoir la *Jointness* mise à la mode dans les années 1980. Ainsi, la multiplication des documents doctrinaux, entre l'échelon politique (NSS) et les doctrines de base des *Services*, s'accompagne de la mise en place d'une architecture fondée sur les *Joint Operations Concepts* et les *Joint Operating Concepts*. Toutefois, ce processus doctrinal peine à rencontrer celui des Armes.

Le deuxième volet de la «guerre à la bureaucratie» concerne plus directement les militaires et la RMA à travers la problématique de l'acquisition. Il s'agit en effet de mettre fin aux programmes jugés coûteux et peu «transformationnels» des Armes. La première cible du secrétaire à la Défense est le programme d'artillerie autotractée «*Crusader*» finalement annulé à la fin de l'année 2002. Toutefois, dès son entrée en fonction, le nouveau SecDef confie à Andrew Marshall le soin d'une «revue stratégique» que les militaires comprennent comme la tentative de déterminer la priorité

³⁷⁰ Voir L. R. Jones et Jerry L. McCaffery «Reform of the PPBS and Management Control in the Department of Defense: Insights From Budget Theory», *op. cit.*, pp. 13 à 15.

des programmes. Si la levée de boucliers des chefs d'Etat-major via la presse, reprochant entre autres de ne pas être associés à l'effort d'évaluation, permet d'enterrer le projet, cela ne met pas fin aux velléités de D. Rumsfeld, soumis aux contraintes budgétaires croissantes. Près de démissionner du fait de cette opposition et de la réactivation des réseaux favorables aux militaires au sein du Congrès, le SecDef bénéficie en fait du 11 septembre. Cette «divine surprise»³⁷¹ permet en effet de réclamer une hausse budgétaire et de financer la «Transformation» tout en ne remettant pas en cause les programmes d'acquisition des *Services*. D'autre part, la réforme du système d'acquisition passe par la mise en place d'un processus mettant plus sûrement en concurrence les fournisseurs sans exclure du projet ceux qui ne sont pas retenus à l'issue de l'appel d'offres. Parallèlement, le DoD tente d'accentuer son effort de Recherche et Développement, mais celui-ci reste actuellement en deçà des ambitions, représentant le quart des dépenses d'acquisition. La lutte contre les *legacy systems* héritée des partisans de la RMA conduit à favoriser certains programmes sur d'autres. Ainsi, le destroyer DD (XX) de l'USN est-il remis en régulièrement en question tandis que les drones (UAV) forment l'essentiel de ce que le secrétaire à la Défense juge compatible avec sa vision de la RMA.

Outre la «guerre à la bureaucratie», la RMA est un enjeu de pouvoir dans l'élaboration doctrinale mais aussi dans la politique du «diviser pour mieux régner» qui occupe le Pentagone dans l'année 2002-2003. Lui-même issu de l'*US Air Force*, Donald Rumsfeld ne cache pas ses préférences pour les opérations du type *Allied Forces* au Kosovo, comme il le démontre en Afghanistan. Ainsi formalise-t-il une nouvelle «doctrine» à l'occasion de l'invasion de l'Irak. Face au CentCom, le général Tommy Franks, et face à la fronde de l'*Army*, le secrétaire à la Défense propose de renverser le régime de Saddam Hussein (une opération interventionniste qui choque les préférences des militaires) avec le quart de l'effectif de 1991. Dans la formulation de la QDR 2006, Rumsfeld se trouve au contraire confronté à l'union des différentes Armes, lui reprochant aussi bien l'intervention que la volonté affichée de «terminer» certains programmes. Même l'*Air Force* se

³⁷¹ L'analogie historique avec la Défaite de 1940, bien qu'à manier avec précaution, est en effet instructive. La Défaite avait en effet servi de justification à la fois aux technocrates soucieux de moderniser la France et aux «traditionalistes» désirant le retour à des «valeurs traditionnelles.»

retrouve dans l'opposition. En effet, sa posture caractérisée par l'accent mis sur les technologies ne peut suffire à sauvegarder le mythe de la « première ligne de défense de l'Amérique » comme au temps de la dissuasion nucléaire. La guerre en Irak démontre en fait sa relative marginalisation dans les opérations ainsi que sa subordination croissante aux forces terrestres dans le cas du soutien rapproché.

La RMA et les militaires après 2006

La démission de Donald Rumsfeld le 18 décembre 2006 semble aussi bien sonner le glas des efforts de l'autorité civile du Pentagone pour imposer « sa » RMA aux militaires, que le glas de la RMA elle-même sous son nouveau nom de « Transformation ». Plusieurs facteurs permettent de dresser un bilan et d'examiner les défis futurs des RCM et de la RMA.

En premier lieu, le retour à l'opposition entre Congrès et Exécutif en novembre 2006 est à la croisée de plusieurs problèmes. Le problème irakien tout d'abord, le Sénat ayant passé en mars 2007 une motion liant l'acceptation de la requête budgétaire FY 2007 sur l'Irak à la mise en œuvre d'un calendrier de retrait devant s'achever au 31 mars 2008. Le problème budgétaire est de nouveau soulevé : la poursuite de l'augmentation des dépenses se confirme puisque la demande s'élève à près de 440 milliards de \$³⁷², soit + 6,8% par rapport à l'exercice 2006 et +48% par rapport à 2001, soit 3,9% du PNB. Cette situation est problématique car les engagements de la Maison Blanche sont de réduire de moitié le déficit budgétaire (423 milliards de \$ en 2006) d'ici 2009, hypothéquant d'autres priorités nationales³⁷³. Or, deux écoles s'opposent sur le sujet : ceux qui pensent qu'il faudrait définitivement mettre fin aux coûteux programmes d'acquisition hérités de la « Guerre Froide »³⁷⁴ et ceux qui constatent l'écart grandissant entre les investissements dans les nouvelles plates-formes « RMA » et leur

³⁷² Non comprises les dépenses nucléaires du Département de l'Énergie (DoE) ainsi que les 120 milliards consacrés aux opérations militaires en cours.

³⁷³ Catherine Croisier, *FY 2007 Defense Budget Request: le budget de Défense pour la longue guerre*, note de l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques n°5, IRIS, 2006.

³⁷⁴ C'est le cas de Andrew Krepinevich et des promoteurs « historiques » de la RMA.

utilité immédiate face aux menaces asymétriques³⁷⁵. La poursuite simultanée de la «Transformation» et des *legacy programs* semble difficile dans ce contexte. Ainsi, l'*Office of Force Transformation* a-t-il été fermé au 1^{er} octobre 2006 pour renaître comme une simple direction de l'OSD³⁷⁶.

En second lieu, les opérations militaires en cours ont jeté le doute sur le bien fondé de la RMA ou de certains de ses aspects. Ainsi, si l'opération *Enduring Freedom* (depuis octobre 2001) et l'opération *Anaconda* (en mars 2002) en Afghanistan sont apparues comme une confirmation des thèses de la RMA, il semble bien que les évaluations soient à revoir. Si le «modèle afghan», associant frappes aériennes et Forces Spéciales encadrant des troupes alliées (celles de l'Alliance du Nord contre les Talibans)³⁷⁷, reçoit un accueil favorable tant de D. Rumsfeld que de l'USAF, il semble aujourd'hui que les évaluations soient à revoir. En effet, que ce soit la précision limitée des MGP³⁷⁸, le rôle controversé de l'arme aérienne³⁷⁹ ou des Forces Spéciales³⁸⁰, les nuances à apporter sont nombreuses. L'invasion éclair de l'Irak pose le même diagnostic, la coordination entre USAF, USA et USMC étant conforme au souhait de la guerre réseau-centrée³⁸¹. Toutefois, les

³⁷⁵ Sur ce sujet, Colin Gray, Stephen Biddle et Max Boot sont les plus sceptiques. Je renvoie à leurs écrits dans *Parameters* ou le *Strategic Studies Institute* pour Gray et *Foreign Affairs* pour Boot et Biddle.

³⁷⁶ La réorganisation devant prendre fin au 1^{er} mars 2007.

³⁷⁷ Stephen Biddle, «Afghanistan and the Future of Warfare», *Foreign Affairs*, mars-avril 2003, du même *Afghanistan and The Future of Warfare: Implications for Army and Defense Policy*, Carlisle Barracks, Pa.; Strategic Studies Institute, novembre 2002.

³⁷⁸ Voir le «*Brook Essay 2005*» disponible sur le site du régiment Royal d'Artillerie Canadienne à l'adresse http://www.artillery.net/French/2005_Books_Essay%201%20FR.pdf.

³⁷⁹ Benjamin Lambeth, *Air Power against Terror. America's Conduct of Operation Enduring Freedom*, Santa Monica, Ca.; RAND, 2005.

³⁸⁰ Joseph Henrotin, «*Airborne Dragon* (Kurdistan mars-avril 2003) et le potentiel conceptuel du *swarming*», *Les cahiers du Réseau Multidisciplinaire d'Etudes Stratégiques*, n°1, juillet 2004. Bien que portant sur l'Irak, cet article donne de nombreuses indications sur le «modèle afghan».

³⁸¹ Cf. les études de cas dédiés sur le manuel de l'OFT, *The Implementation of Network-Centric Warfare*, pp. 33 à 47.

évaluations sur les causes de la victoire conduisent à minimiser le rôle de l'*Air Power*³⁸² et à voir dans les opérations de mars-avril 2003 une nouvelle « Blitzkrieg » conforme aux préférences de l'USA³⁸³.

Quoiqu'il en soit de ces deux opérations, la suite des événements en Irak contredit formellement le choix de l'exclusivité d'une RMA fondée sur la « supériorité informationnelle » ou la précision en combat de haute intensité. Les combats urbains et les opérations de contre-insurrection sont bien plus adaptés aux « petites guerres » qu'à la « grande guerre ». Cependant, des évolutions ont lieu vers l'usage des drones en milieu urbain (pour le renseignement³⁸⁴) et vers le renforcement des procédures de soutien aérien rapproché par l'USAF ou par les hélicoptères de l'Army. Enfin, le concept d'opérations interarmées semble garder sa pertinence comme l'illustre l'intégration complète des unités de *Marines* et de l'Army lors de l'opération *Phantom Fury* (2^{ème} bataille de Falloujah 8-16 novembre 2004).

La conséquence en est donc le reclassement des *Services* les uns par rapport aux autres à l'occasion de la QDR 2006. L'USA retrouve une place conforme à ses aspirations et cherche à conserver la main sur les drones (UAV) puisque l'USAF ne peut plus prétendre qu'ils sont de sa seule compétence opérationnelle³⁸⁵. D'autant que l'intégration interarmées, au niveau du chef de section en combat urbain, fruste la volonté d'autonomie de la « mafia des pilotes de chasse », habituée à l'initiative et à l'action autonome. L'*Air Force* est ainsi considérée comme un frein à la « Transformation » du fait de son entêtement à promouvoir le F-22 en le justifiant au besoin par la rhétorique

³⁸² Major J.R. McKay, « Mythology and The Air Campaign in The Liberation of Iraq », *Journal of Military and Strategic Studies*, vol. 7, n°3, printemps 2005, pp. 1 à 17.

³⁸³ Alain de Nève, « Guerre d'Irak (20 mars-1^{er} mai 2003): réseaux, infodominance et révolution dans les affaires militaires », *Les cahiers du Réseau Multidisciplinaire d'Etudes Stratégiques*, n° 2, décembre 2004.

³⁸⁴ Même si on reste loin de « lever le brouillard de guerre » comme le préconisait l'amiral Owens. D'ailleurs, il faut rappeler que cette dernière notion est autant d'ordre physique que psychologique.

³⁸⁵ D'ailleurs, l'USA, l'USAF et l'USMC ont chacun leurs programmes d'acquisition de drones. Il s'agit sans doute là d'un véritable « test » pour le « système des systèmes » promu en son temps par l'amiral Owens. Voir par exemple « The Once and Future Revolution in Military Affairs », *Joint Force Quarterly*, été 2002, pp. 55 à 62.

des *Effect-based Operations* (EBO). Toutefois, cette situation peut ne pas durer. En effet, l'affaire irakienne peut potentiellement provoquer une nouvelle inflexion des relations civilo-militaires, aussi bien vers la méfiance vis-à-vis du pouvoir civil que vers le refus des opérations aventureuses. Auquel cas, l'Arme aérienne pourrait jouer de nouveau de la RMA pour promouvoir sa supériorité tant dans la stratégie que dans les missions proposées à l'outil de Défense ou dans les procédures opérationnelles interarmées. Au contraire, l'Army pourrait jouer de son autonomie retrouvée par rapport au secrétaire à la Défense³⁸⁶ pour affirmer son rôle dans les opérations militaires. Toutefois, il s'agirait certainement ici de jouer sur deux tableaux: promouvoir les nouvelles technologies pour poursuivre ses propres programmes (*Interim* puis *Objective Forces*, *FCS*, *Land Warrior*, etc.), et peaufiner une doctrine d'usage de la force qui limiterait les «opérations de police» (*Constabulary contingencies*) selon son référentiel identitaire, en accord avec ce qu'elle croit de l'opinion publique concernant sa «sensibilité aux victimes». Une troisième possibilité concerne la poursuite du programme antimissile sous l'action de l'*Air Force* tandis que l'Army ouvrirait son spectre d'opérations vers la contre-insurrection et les *Information Operations* (IOs). Ces dernières sont en effet une des capacités soulignées par la *National Defense Strategy* de 2005³⁸⁷. Le rapport avec la RMA concerne le paradigme du transfert de la conflictualité dans l'Espace et dans le Cyberspace. La parution en décembre 2006 du *Field-Manual 3-24 Counterinsurgency*, écrit conjointement avec l'USMC (il s'agit de la *Marine Corps Warfighting Publication 3-33.5*), ainsi que la nomination d'un de ses rédacteurs, le général David Petraeus, à la tête de la Force Multinationale en Irak, sont autant d'éléments pouvant le faire penser. Il s'agirait certainement d'une revanche *a posteriori* pour D. Rumsfeld et Andrew Marshall et d'un indice laissant croire à l'intériorisation progressive et sincère du vocabulaire et des concepts promus depuis près de 20 ans.

³⁸⁶ Le succès premier de la campagne irakienne de 2003 avait consolidé le pouvoir et l'autorité de D. Rumsfeld en confirmant le bien fondé de sa «doctrine» et lui avait permis de limoger le général Shinseki ainsi que le *Secretary of Army*, Tom White, tout les deux s'étant opposés à l'opération.

³⁸⁷ Department of Defense, *National Defense Strategy*, section II, p. 16.

Conclusion

In fine, l'inclusion des thèmes de la « Révolution dans les Affaires Militaires » dans la stratégie nationale de sécurité de l'Administration Bush apparaît autant comme une continuité que comme une rupture. Une continuité si l'on pense à la permanence de la vision du monde sous-tendue par l'idéologie (néo)conservatrice depuis les années 1950 et surtout 1970. L'augmentation corrélative de l'influence des thèses néoconservatrices et des thèmes de la RMA au sein du Pentagone puis du monde des spécialistes des questions militaires et de défense n'est au fond pas étonnante si l'on considère les liens et les réseaux qui les ont promues. Parallèlement, la coïncidence entre la culture stratégique, la culture technologique et l'idéologie explique la relative facilité avec laquelle ces thèmes ont su s'implanter. Bien plus, elle explique aussi la « coloration » que prennent les nouvelles technologies, les doctrines et les recherches et évaluations prospectives des différents acteurs.

Toutefois, il s'agit également d'une tentative de rupture dans un contexte socioculturel et institutionnel complexe. Au mouvement vers l'adaptation doctrinale et opérationnelle aux nouvelles technologies répond en miroir l'affirmation croissante des militaires dans la stratégie d'usage de la force à partir de la fin de la « guerre froide ». Ce mouvement suscite et est contrecarré par la volonté des autorités civiles, notamment au sein de l'administration du Pentagone, d'imposer leur propre vision des évolutions en cours. A cette dynamique complexe s'ajoute le jeu des rivalités entre les Armes, tantôt au bénéfice des civils, tantôt à leur détriment. Si le contexte de la décennie 1990 est favorable globalement aux militaires en dépit des sollicitations croissantes pour les interventions « autres que la guerre », le début des années 2000 marque une double révolution. Celle de la « Transformation » initiée par D. Rumsfeld et celle de l'affirmation d'un Exécutif fort souhaitant de nouveau décider pleinement de l'usage de la force, emmené qu'il est par une idéologie fédératrice. Celle-ci aurait pu s'attirer la sympathie des officiers, souvent considérés comme proches des Républicains. Toutefois, cette alliance ratée entre un président républicain et les forces armées n'est pas une occasion manquée. Elle démontre au contraire la pertinence d'une analyse fondée sur la prise en compte des intérêts bureaucratiques, des réseaux d'acteurs, des conditionnements culturels et identitaires.

Rupture et continuité se rapportent à la fluctuation constante de l'identité de sécurité des Etats-Unis depuis l'effondrement soviétique. Dans cette optique, le discours sur la RMA et la «Transformation», en dépit des remises en cause apparemment fournies par la contre-insurrection en Irak, participent à la reproduction d'une vision héritée et copiée sur la «guerre froide»³⁸⁸. Ce n'est certes pas un hasard si le 11 septembre et ses lendemains sont marqués par la convergence de pratiques sociales et discursives de la sécurité insistant sur l'identification d'un ennemi absolu³⁸⁹. Néanmoins, il est loisible de se demander dans quelle mesure une reconstruction identitaire n'est pas en cours au sein des institutions militaires terrestres des Etats-Unis, ce qui participerait à une ouverture plus large des débats sur la sécurité.

³⁸⁸ Sur cette tendance à la reproduction par les analyses de sécurité, notamment issues du néoréalisme, lire David Gondrin, «(Re) Writing the 'National Security State'. How and Why Realists (Re) Built the(ir) Cold War», *Occasional Papers*, n°4, Chaire Raoul Dandurand en Etudes Stratégiques et Diplomatiques, Observatoire sur les Etats-Unis, Québec: Bibliothèque Nationale du Québec, 2004.

³⁸⁹ Barry Buzan, «The 'War on Terrorism' as a New 'Macro-securitization'?», intervention à l'International Peace Research Institute d'Oslo, février 2006.